

RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

CA des Deux Baies en Montreuillois - Secteur Berck






REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement des données doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	Objectif
 ENGAGEMENT	Identifier rapidement nos engagements clés
 FOCUS	Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants
 RESPONSABILITE	Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2023

Monsieur le Président,

J'ai le plaisir de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** de votre service d'assainissement pour l'année 2023. A travers ses différentes composantes techniques, économiques et environnementales, vous pourrez apprécier la performance de votre service.

Les manifestations régulières du dérèglement climatique font peser un risque croissant sur la ressource en eau, tant sur la quantité (le "trop peu" et le "trop") que sur la qualité. En particulier, les pénuries et tensions hydriques records des derniers étés ont mis au cœur de l'actualité la nécessaire préservation de notre ressource en eau. Le gouvernement a lancé au printemps 2023 son « plan Eau » dont l'un des objectifs est de réduire de 10 % les prélèvements d'eau d'ici 2030. Ses 53 mesures visent à répondre à trois enjeux majeurs : sobriété des usages, qualité et disponibilité de la ressource.

Au cours de cette année, nous avons observé une nette diminution des volumes d'eau consommés par les Français. Cette tendance, orientée vers la préservation, crée une dynamique durable qui amorce le changement de notre modèle économique. Nous percevons déjà les prémices de cette transformation, où l'accent est mis sur la responsabilité, la performance et la régénération. Notre objectif partagé est de garantir la sécurité des volumes disponibles tout en établissant un équilibre économique favorable pour l'ensemble de la communauté. La préservation de la ressource en eau et l'adaptation de notre modèle, notamment tarifaire, sont au cœur de nos enjeux.

En 2023, la qualité de l'eau est restée une priorité. Nos équipes ont fait preuve d'un engagement continu dans la lutte contre les micropolluants (par exemple les métabolites de pesticides et les PFAS) et le maintien de la qualité d'eau. Adoptant une attitude préventive, nous mettons en place des stratégies proactives pour garantir la sécurité sanitaire de l'eau que nous fournissons, dans la lignée de la nouvelle directive Eau potable.

Notre préoccupation concerne également la qualité des rejets dans l'environnement. Nous abordons avec rigueur ce sujet conformément à la nouvelle directive européenne Eaux résiduaires urbaines par des actions proactives pour minimiser les impacts environnementaux, tout en respectant les normes les plus strictes.

Nous sommes à vos côtés plus que jamais pour adapter votre service face aux conséquences du dérèglement climatique. Cette adaptation passera par des solutions telles que la réutilisation des eaux usées, dont les récents décrets simplifient la mise en œuvre ; l'amélioration du rendement réseau ; ou l'accompagnement vers la résilience des territoires face aux inondations et aux tempêtes.

2023 a été une période charnière, et notre rapport reflète notre engagement continu envers l'excellence opérationnelle, la durabilité environnementale et la satisfaction de nos clients. Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons contribuer à bâtir un avenir où l'eau demeure une ressource accessible et sûre.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

Sommaire

1.	L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....	6
1.1	Un dispositif à votre service.....	7
1.2	Présentation du contrat	10
1.3	Les chiffres clés.....	11
1.4	Les indicateurs réglementaires 2023.....	12
1.5	Autres chiffres clés de l'année 2023.....	13
1.6	Le prix du service public de l'assainissement.....	14
1.7	L'essentiel de l'année 2023.....	15
2.	LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION.....	24
2.1	Les consommateurs et l'assiette de la redevance	25
2.2	La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....	26
2.3	Données économiques.....	29
3.	LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....	31
3.1	L'inventaire des installations.....	32
3.2	L'inventaire des réseaux.....	34
3.3	Les indicateurs de suivi du patrimoine	36
3.4	Gestion du patrimoine.....	38
4.	LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE.....	42
4.1	La maintenance du patrimoine	43
4.2	L'efficacité de la collecte	49
4.3	L'efficacité du traitement	52
4.4	L'efficacité environnementale	61
5.	RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	62
5.1	Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....	63
5.2	Situation des biens	66
5.3	Les investissements et le renouvellement	67
5.4	Les engagements à incidence financière	68
6.	ANNEXES.....	71
6.1	Les synoptiques du système d'assainissement de Berck	72
6.2	Le bilan énergétique du patrimoine	79
6.3	Les données consommateurs par commune	85
6.4	La facture 120 m ³	86
6.5	Attestations d'assurances	88

6.6	<i>Le bilan qualité par usine</i>	89
6.7	<i>Annexes financières.....</i>	96
6.8	<i>Reconnaissance et certification de service</i>	106
6.9	<i>Actualité réglementaire 2023.....</i>	109
6.10	<i>Glossaire.....</i>	119

1.

L'ESSENTIEL DE
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la collecte et à la dépollution des eaux usées, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

<p><u>accueil téléphonique</u></p> <p>09.69.36.72.61</p>	<p>Du lundi au vendredi De 8h00 à 18h00 Le samedi De 9h00 à 12h00 09.69.36.72.61</p>
<p><u>Urgences</u></p> <p>7j/7 – 24h/24</p>	<p>09.69.36.72.61</p>
<p><u>Site d'accueil de Le Touquet</u> <i>108 Rue de Londres 62 520 LE TOUQUET</i></p> <p>Horaires d'ouverture au public : Du lundi au vendredi De 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30</p>	

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS

Direction du Territoire Littoral Audomarois

	<p>Directeur de Territoire</p> <p>Régis ANNEBIQUE</p> <p>regis.annebicque@veolia.com</p>
	<p>Directeur du Développement</p> <p>Nicolas ROUX</p> <p>nicolas.roux@veolia.com</p>
	<p>Directeur des Opérations</p> <p>Pierre DERNONCOURT</p> <p>pierre.dernoncourt@veolia.com</p>
	<p>Responsable Consommateur</p> <p>Gérard CABOCHE</p> <p>gerard.caboche@veolia.com</p>

Sud Littoral

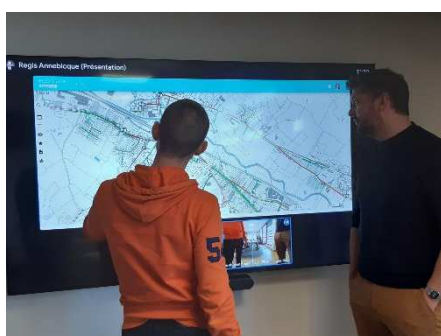
	<p>Manager Service Local</p> <p>Mathieu STAEBLER</p> <p>mathieu.staebler@veolia.com</p>
---	--

Veolia, partenaire du territoire pour relever les défis de la transformation écologique

Après une année marquée par la sécheresse, le territoire Boulonnais a subi en 2023 une autre manifestation du dérèglement climatique avec des inondations d'une ampleur inédite. Les équipes de Veolia ont été fortement mobilisées pour assurer le service en limitant les impacts pour les usagers et accompagner le territoire dans cette crise.

Mise en place d'une **cellule de crise** dès le 2 novembre 2023 et mobilisée jusqu'en janvier 2024

- plus de 30 agents et cadres mobilisés sur le territoire 24/7 sur cette crise
- reporting quotidien (CA2BM, DDTM, ARS)
- appui des directions régionales et nationales de Veolia
- mobilisation des stocks de matériels (armoires électriques, sondes ...) et équipements de secours (biens propres et location)



La **continuité de service assurée** : 100% des STEP maintenues en fonctionnement

- protection des installations notamment les stations d'épurations et PR (sacs de sable, batardeaux ...)
- mise en place de groupes électrogènes sur les ouvrages pour pallier aux coupures d'électricité
- installation de pompes sur zones inondées
- réparations des ouvrages inondés dès la décrue : exemple, armoires électriques de PR remises en service <24h

La **solidarité avec les habitants et collectivités**

- pompage des habitations par les camions hydrocureur
- désobstructions de bâtiments privés et communaux



Rupture de canalisation, Le Touquet



Pompe installée à Neuville-sous-Montreuil

1.2 Présentation du contrat

Données clés

✓ Déléataire	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✓ Périmètre du service	BERCK, CONCHIL LE TEMPLE, GROFFLIERS, RANG DU FLIERS, VERTON
✓ Numéro du contrat	G9831
✓ Nature du contrat	Affermage
✓ Date de début du contrat	01/12/2007
✓ Date de fin du contrat	31/12/2026
✓ Liste des avenants	

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
3	23/10/2020	Fusion contrat Opale Sud et Verton avec Intégration d'ouvrages
2	03/01/2017	Prolongation de 5 ans, intégration ouvrages, travaux renouvellement, rémunération, BPU, loi Brottes, travaux sur STEP et financement des travaux
1	15/09/2011	Intégration de huit nouveaux postes de relèvement. Dotation annuelle au compte est recalibrée. Le règlement de service est remplacé. Intégration de l'unité de traitement du phosphore.

1.3 Les chiffres clés

Chiffres clés



22 534

Nombre d'habitants
desservis



12 697

Nombre d'abonnés
(clients)



3

Nombre d'installations de
dépollution



56 992

Capacité de dépollution
(EH)



107

Longueur de réseau
de collecte (km)



2 620 472

Volume traité
(m³)

1.4 Les indicateurs réglementaires 2023

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	22 551	22 534
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	5	5
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	529,3 t MS	480,3 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m ³ TTC	Délégataire	3,53 €/m ³	3,86 €/m ³
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%	%
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	15	15
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	5	1
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	512	50
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,00 u/1000 habitants	0,00 u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	8,41 u/100 km	8,42 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,00 %	0,24 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	%	99 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	100	100
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente	Délégataire	2,98 %	2,77 %
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,64 u/1000 abonnés	0,47 u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.5 Autres chiffres clés de l'année 2023

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	100,0 %	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	9 243	9 243
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	0	0
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	106 995 ml	106 884 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	70	70
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	3	3
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	56 992 EH	56 992 EH
COLLECTE DES EAUX USÉES		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	77	102
	Longueur de canalisation curée en préventif	Délégataire	8 999 ml	11 821 ml
LA DÉPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	1 865 231 m ³	2 486 566 m ³
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	1 306 kg/j	1 220 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	21 761 EH	20 340 EH
	Volume traité	Délégataire	2 054 640 m ³	2 620 472 m ³
L'ÉVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	41,4 t	38,4 t
	Masse de sables évacués	Délégataire	82,7 t	84,3 t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	m ³	m ³
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Nombre de communes desservies	Délégataire	5	5
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	12 564	12 697
VP.068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	1 350 948 m ³	1 166 961 m ³
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport				
LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCÈS À L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise	Mesure statistique d'entreprise
	Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	80 %	81 %
	Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	Non	Non
	Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	Oui	Oui
LES CERTIFICATS		PRODUCTEUR	VALEUR 2022	VALEUR 2023
	Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	En vigueur	En vigueur
	Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui	Oui

1.6 Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de BERCK l'évolution du prix du service d'assainissement par m³ [D204.0] et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

BERCK Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/2024	Montant Au 01/01/2023	Montant Au 01/01/2024	N/N-1
Part délégataire			202,08	236,36	16,96%
Abonnement			69,04	80,76	16,98%
Consommation	120	1,2967	133,04	155,60	16,96%
Part communautaire			159,40	159,40	0,00%
Abonnement			43,00	43,00	0,00%
Consommation	120	0,9700	116,40	116,40	0,00%
Organismes publics			24,00	25,20	5,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2100	24,00	25,20	5,00%
Total € HT			385,48	420,96	9,20%
TVA			38,55	42,10	9,21%
Total TTC			424,03	463,06	9,20%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			3,53	3,86	9,35%

Les factures type sont présentées en annexe.

1.7 L'essentiel de l'année 2023

1.7.1 Principaux faits marquants de l'année

Réseau de collecte

Mars 2023 :

Remise en état du réseau chemin aux Raisins suite à un déversement de béton dans le réseau.

Novembre 2023 :

Saturation des réseaux suite aux inondations sur les réseaux de Rang du Fliers et Verton

Usine de dépollution de Berck

20 février - Renouvellement des débitmètres de recirculation ligne A et B

27 février - déversement de 184 m³ en A2

Dysfonctionnement du PR1 (Berck) qui a entraîné la saturation du réseau en amont de l'usine. Le déversement en tête d'usine est consécutif à l'à-coup hydraulique suite à la remise en service du poste de relevage défaillant.

8 février et 3 avril - fin de la campagne RSDE 2022-2023.

27 février - agitateur AG02A

Défaillance mécanique sur un agitateur du bassin biologique de la ligne A. (remplacement en avril)

17 avril - brosse A1 ligne A

Constat d'un bruit anormal sur une brosse du bassin biologique de la ligne A. Mise à l'arrêt pour dépose et diagnostic du matériel.

Juin - brosse d'aération A1 ligne B

Oscillations anormales du moto-réducteur dues à une casse sur les roulements. Mise à l'arrêt pour grutage et remplacement des roulements. L'importance des dégâts a nécessité le remplacement du matériel par la brosse A1 présente dans le bassin biologique de la ligne A.

10 Juin - brosse d'aération A2 ligne B

Blocage du moteur. Remplacement du moto-réducteur. (remise en service le 20 juillet)

19 Juin - Défaillance du préleveur d'eaux brutes

Suite à un contrôle des préleveurs lors de la campagne d'autosurveillance du 19/06/2023 au 20/06/2023, notre technicien a relevé une température anormale du préleveur.

Le préleveur a été reprogrammée le 21/06/2023 pour un départ le 22/06/2023.

juillet - dégrilleurs d'entrée

Remplacement du dégrilleur de l'entrée principale de l'usine et installation d'un dégrilleur sur le PR dit Rang-du-Fliers sur la seconde entrée.

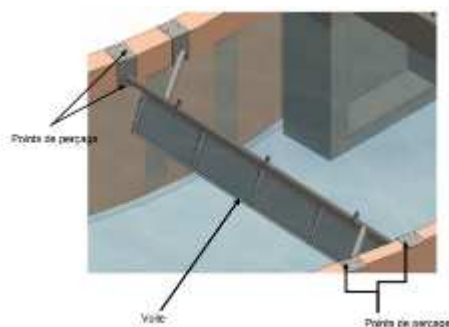


8 août

Contrôle inopiné des effluents de l'usine de dépollution par la Police de l'Eau.

octobre - déflecteurs

Mise en place de déflecteurs sur les brosses du bassin d'aération de la ligne B.



octobre - agitateurs AG01B et AG02B

Défaillances de 2 des agitateurs du bassin biologique de la ligne B.
Remplacement d'un agitateur par du matériel disponible sur le site.
Remplacement de l'autre agitateur en novembre 2023.

28 octobre - pont d'un des clarificateurs

Défaillance sur le moto-réducteur d'entraînement. Mise à l'arrêt de la file pour éviter les départs de boues au milieu naturel. Remplacement du matériel et remise en service le 29 octobre.

23 novembre - prélèvements milieu récepteur

Les chemins d'accès aux points de prélèvement dans le milieu récepteur, en amont et aval du rejet de l'usine sont inondés empêchant les prélèvements et les mesures sur site.
Une campagne a été reprogrammée et réalisée le 27 décembre.

18 décembre - débitmètre boues

Dysfonctionnement du débitmètre d'injection des boues dans la centrifugeuse n°2. Dans le dispositif d'autosurveillance, la donnée est utilisée pour déterminer la quantité de boues produites. En attendant le remplacement du matériel défaillant, le débit d'alimentation de la centrifugeuse n°2 sera pris comme égal au débit d'alimentation de la centrifugeuse n°1.

Mini-station de Conchil-le-Temple les Templiers

Pas d'événement particulier à signaler.

Mini-station de Conchil-le-Temple a Gare

Pas d'événement particulier à signaler.

1.7.2 Évolutions réglementaires

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts susceptibles d'être significatifs pour votre service.

L'année 2023 a été marquée par la publication de textes législatifs et réglementaires particulièrement structurants, à court et moyen termes, pour les services d'assainissement. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur leurs conséquences particulières pour votre service.

• UN PLAN EAU : LA SOBRIÉTÉ AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

Le Plan Eau national a été rendu public le 30 mars 2023, à l'issue d'un été 2022 et d'un hiver 2023 marqués par un très fort déficit hydrique. Il se structure autour de trois axes, à savoir, organiser la sobriété pour tous les acteurs, optimiser la disponibilité de la ressource, préserver la qualité de l'eau.

Ce plan fixe un objectif de réduction de 10 % des prélèvements sur la ressource en eau à l'horizon 2030, pour tous les usages, à l'exception des usages pour irrigation agricole qui pourront demeurer constants.

A l'automne 2023, ce plan a été décliné sur chacun des grands bassins hydrographiques à travers un Plan d'Adaptation au Changement Climatique (PACC) qui précise la trajectoire de réduction des prélèvements par grand usage (alimentation en eau, industrie, agriculture...) au regard des projections d'évolution de la ressource en eau.

L'objectif de sobriété, tel qu'exprimé dans le Plan Eau et les différents PACC des grands bassins, n'a pas été traduit en 2023 en dispositions législatives ou réglementaires majeures.

Toutefois, la sobriété hydrique constitue désormais un critère à part entière de l'évaluation environnementale réglementaire des plans, programmes et projets, notamment les SCOT et les plans d'urbanisme.

Aussi, dorénavant, ce peut être la disponibilité de la ressource en eau qui fixe l'ambition de développement d'un territoire. Dans ce contexte nouveau, la maîtrise des consommations constitue une voie indispensable pour sécuriser un plan d'urbanisme ou un projet industriel porteur d'une ambition de développement local vis-à-vis des recours administratifs relatifs au partage de l'eau sur le territoire concerné.

Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour vous accompagner pour décliner cet objectif de sobriété sur votre service, conformément aux projets locaux de développement, et bâtir avec vous un service d'assainissement à faible empreinte hydrique tout en étudiant les vulnérabilités du service face à ce nouvel objectif de sobriété et de maîtrise des consommations.

• LA RÉFORME DES REDEVANCES DES AGENCES DE L'EAU

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finance de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 -

2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finance 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire et le doublement possible de la redevance de prélèvement sur la ressource en eau pour cause de maîtrise insuffisante des pertes en eau sur le réseau d'eau (doublement dit 'Grenelle', encadré par un décret de janvier 2012).

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir :

- pour les services d'eau : le niveau des pertes en eau et la gestion du patrimoine ;
- pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obèrera toute possibilité de modulation de cette nouvelle redevance.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Enfin, cette réforme structurante des redevances survient dans un contexte d'augmentation des moyens d'intervention des agences de l'eau (Plan Eau) et s'accompagnera d'une refonte des indicateurs de performance du Systèmes d'Information des Services Publics d'Eau et d'Assainissement qui aboutira durant l'année 2024.

• RÉUTILISATION DES EAUX USÉES TRAITÉES : des possibilités d'usages élargies !

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan fixe pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici 2027.

Cet objectif s'est traduit dès l'automne 2023 par la publication de textes réglementaires visant à faciliter le recours aux ENC tout en les encadrant. D'autres textes, portés à la consultation publique à la fin de l'année 2023 seront publiés au cours du premier semestre 2024. Ces textes (parus et à paraître) couvrent différents périmètres en termes d'eaux non-conventionnelles et de natures d'usage (domestiques, non-domestiques, agricoles, industriels, urbains, ...).

Le décret du 29 août 2023 (JO du 30 Août 2023) vise à simplifier la procédure d'autorisation pour les usages des eaux usées traitées. Ce décret définit également les conditions pour l'utilisation, sans autorisation, des eaux de pluie pour les usages non domestiques. Outre des mesures de simplification administrative, ce décret supprime notamment la durée maximale de cinq ans auparavant fixée pour l'autorisation délivrée par le préfet pour les usages autres qu'irrigation et arrosage.

L'arrêté du 14 décembre 2023 (JO du 21 décembre 2023) encadre les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts. Cet arrêté harmonise les exigences pour les espaces verts avec celles retenues pour l'irrigation agricole (voir arrêté ci-dessous) dans le cadre de l'alignement avec le règlement européen de mai 2020 relatif à la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole. Il fait évoluer le cadre national préexistant depuis 2010 pour les espaces verts, notamment via le recours à des barrières pour limiter les exigences.

L'arrêté du 18 décembre (JO du 28 décembre) fixe les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation des cultures. Cet arrêté reprend le cadre fixé par le règlement européen du 25 mai 2020, notamment sur les seuils de qualité exigés selon les usages, la démarche d'évaluation et de gestion des risques à mettre en place ou les barrières pour limiter les exigences.

Les textes mis en consultation fin 2023 et qui seront publiés au cours du premier semestre 2024 porteront sur :

- l'utilisation des eaux non-conventionnelles pour les usages domestiques (un décret et un arrêté prévus) ;
 - l'utilisation des eaux non-conventionnelles dans l'industrie agro-alimentaire (filière industrielle consommatrice en eau et 'critique' vis-à-vis des risques de restrictions d'usage ou de rupture d'approvisionnement en eau en période de stress hydrique) ;
 - l'utilisation des eaux usées traitées pour les usages urbains (arrêtés attendus pour le nettoyage de voiries, l'hydrocurage, etc).
- **RETOUR AU SOL DES BOUES : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès à présent**

La loi AGECE du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) devrait modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d'assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le terme général de "socle commun"). Une version du projet de "socle commun" a été soumise à la consultation publique en novembre 2023, avec un objectif de publication prévu au premier semestre 2024. Cette version soumise à la consultation publique comprend deux décrets et deux arrêtés et confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l'intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne. Cet ensemble de textes réglementaires, entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles à partir de fin 2024 ou début de l'année 2025.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact sur l'équilibre de votre service de l'assainissement.

- **LA LOI "INDUSTRIE VERTE"**

La loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 est relative à l'industrie verte. Dans le respect d'un objectif de sobriété (foncière, énergétique, hydrique), elle vise à faciliter l'implantation des sites industriels, à financer les projets industriels verts, à conditionner les aides publiques à la transition écologique mais aussi à permettre une commande publique plus "verte". En effet, cette loi accélère la prise en compte de critères environnementaux dans la commande publique. Deux nouveaux motifs d'exclusion des marchés publics sont créés : le premier pour les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'établir un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre (BEGES), le second pour les entreprises ne respectant pas leurs engagements de publication d'information en matière de durabilité. Les collectivités locales pourront choisir ou non d'appliquer ces deux motifs d'exclusion.

- **PROJET DE RÉVISION DE LA DIRECTIVE EAUX RÉSIDUAIRES URBAINE : de nouveaux défis à relever ?**

La proposition de révision de la Directive Eaux Résiduares Urbaines de 1991 a été présentée par la Commission européenne le 26 octobre 2022. Une version amendée a été adoptée par le parlement européen début octobre 2023. Le Conseil Européen a quant à lui émis ses orientations à la mi-octobre 2023.

L'adoption de cette directive est attendue pour mars 2024. Les États membres disposeront alors d'un délai de deux ans pour procéder à sa transposition.

Dans les différents projets encore soumis à arbitrage figurent :

- l'élargissement du domaine d'application de la DERU aux agglomérations d'assainissement de moins de 2 000 EH ;
- la réduction de la pollution issue du déversement direct d'eaux usées non traitées par temps de pluie ;
- la réduction des rejets en nutriments pour les stations, notamment en zone sensible à l'eutrophisation ;
- la mise en place de traitements tertiaires, notamment pour le traitement des micropolluants, pour les stations les plus importantes et/ou celles rejetant dans des milieux considérés comme présentant une sensibilité particulière ;
- une responsabilité élargie du producteur pour supporter le coût de traitement des micropolluants ciblant certaines filières industrielles comme les produits cosmétiques ;
- l'affirmation d'un objectif de neutralité énergétique.

Par ailleurs, les critères d'évaluation de la qualité des masses d'eaux superficielles évoluent.

Ainsi, en France, l'arrêté du 9 octobre 2023 (JO du 4 novembre 2023) est venu actualiser l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Au niveau européen, au titre de Directive Cadre sur l'Eau, de nouveaux paramètres comme par exemple les composés perfluorés (communément nommés PFAS) ou de nouveaux seuils pourraient être introduits. La directive sur les Normes de Qualité Environnementale (dite "NQE") est actuellement en cours de révision.

Ainsi, les règles de conformité locale des stations d'épuration (conformité dite locale de l'arrêté préfectoral) qui s'appuient sur les exigences de qualité des eaux superficielles sont susceptibles d'évoluer.

- **RÉSILIENCE DES SERVICES**

La directive européenne 2022/2557 du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques a considéré les services d'eau et d'assainissement comme des entités critiques. La transposition en droit français surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

- **FIN DES RÉSEAUX RTC, 2G ET 3G**

Les installations d'eau de tous types utilisent des équipements destinés à communiquer et partager des informations aux collectivités et aux délégataires. Elles reflètent l'état de santé des ouvrages, et alertent en cas de dysfonctionnement. Pour vous parvenir, ces données circulent sur des réseaux téléphoniques filaires de type RTC (réseau téléphonique commuté) ou des réseaux 2G/3G.

Les différents opérateurs télécom ont récemment annoncé de façon unilatérale la fin des réseaux 2G à horizon 2025 et 3G à horizon 2028. Les fréquences ainsi libérées seront réemployées pour les services en 4G et 5G.

Ces arrêts des réseaux 2G et 3G seront opérés nationalement au même moment.



A la résiliation automatique des abonnements par les opérateurs téléphoniques, les ouvrages ne pourront plus faire remonter d'information à distance. Plus aucune alerte ne parviendra pour prévenir d'un manque d'eau par exemple.

La fin annoncée des technologies 2G et 3G implique la mise en œuvre d'un plan de migration (diagnostic, sélection, approvisionnement, remplacement) des installations de communication, susceptible d'être financé par le plan de renouvellement, de travaux sur devis, ou par voie d'avenant.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

La fin des lignes RTC est programmée par plaques, avec des échéances échelonnées jusqu'à 2030.

1.7.3 Insuffisances et Propositions d'amélioration

Le réseau de collecte

Points sensibles et insuffisances :

- ✓ Une partie du réseau de collecte de la Ville de Berck-sur-Mer se trouve en bord de mer. Les équipements électromécaniques sont soumis au sable et au sel.
- ✓ Des pompages excessifs sont constatés par temps de pluie notamment sur le PR Mairie à Groffliers et de manière générale sur Groffliers et Rang-du-Fliers.
- ✓ Le poste ZI Laiterie à Verton continue de recevoir des effluents très chargés en H₂S malgré des opérations réalisées en domaine privé.

- ✓ Le réseau situé Boulevard de Paris à Berck présente de nombreux flash et certaines industries rejetant de grande quantité de graisse provoquent des obstructions régulières.

Piste d'amélioration :

- ✓ PR1 à Berck : la création d'ouverture, notamment pour passer les gaines d'aération, sécuriserait les interventions de curage.

Le traitement des effluents – Usine de dépollution de Berck

- ✓ Les rejets de la station d'épuration sont conformes aux exigences de l'Arrêté Préfectoral de rejet, de l'Arrêté Ministériel du 21/07/2015 et de la Directive ERU.

Points sensibles et insuffisances :

- ✓ L'usine reçoit de grandes quantités d'eaux claires parasites.
- ✓ Le système d'aération par pont brosse est particulièrement fragile.

Amélioration :

- ✓ L'usine est actuellement chargée en moyenne à moins de 50% de sa charge nominale conférant une bonne flexibilité pour la période estivale.
- ✓ Le nettoyage des anciens clarificateurs permet de stocker 700 m3 supplémentaires lors d'événements orageux.
- ✓ Un nouvel atelier graisse a été installé, améliorant la sécurité du personnel, mais aussi l'exploitation de celui-ci.
- ✓ La mise en place de déflecteur dans les bassins biologiques a permis d'améliorer la qualité de l'aération, de réaliser des économies d'énergie mais aussi d'éviter la création de vague dans le bassin ce qui devrait améliorer la durée de vie des brosses et des équipements.

Piste d'amélioration :

- ✓ L'aire de dépotage d'Aquarhône n'est pas conforme. Sa sécurisation serait nécessaire.

1.7.4 Révision du contrat

La mutabilité contractuelle est un principe clé des concessions de service public.

Des modifications peuvent lui être apportées dans les conditions de l'article L. 3135-2 du CCP. Celles-ci n'ont pas toutes la même importance mais permettent l'adaptation du contrat aux évolutions nouvelles.

C'est à cette fin que le contrat prévoit des clauses de révision,

- soit pour tenir compte de l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs,
- soit d'une nouvelle réglementation ayant une incidence sur l'exploitation
- soit au bout d'un certain temps

La révision a donc pour objet **de recalibrer le contrat dans son équilibre**.

Les clauses de révision ont de leurs côtés pour objet de restituer un processus de discussion pouvant conduire à une négociation.

Dans le cas du présent contrat, les indicateurs suivants ont été atteints :

- ✓ En cas de révision du périmètre du contrat ;
- ✓ En cas de modification substantielle des conditions d'exploitation consécutive à un changement de réglementation ou à l'intervention d'une décision administrative.

Pour tenir compte de ces évolutions, il nous paraît nécessaire d'ouvrir prochainement les discussions pour vérifier l'incidence sur le contrat en cours et recalibrer si nécessaire le contrat qui nous lie.

2.

LES
CONSOmmATEURS
ET LEUR
CONSOmmATION



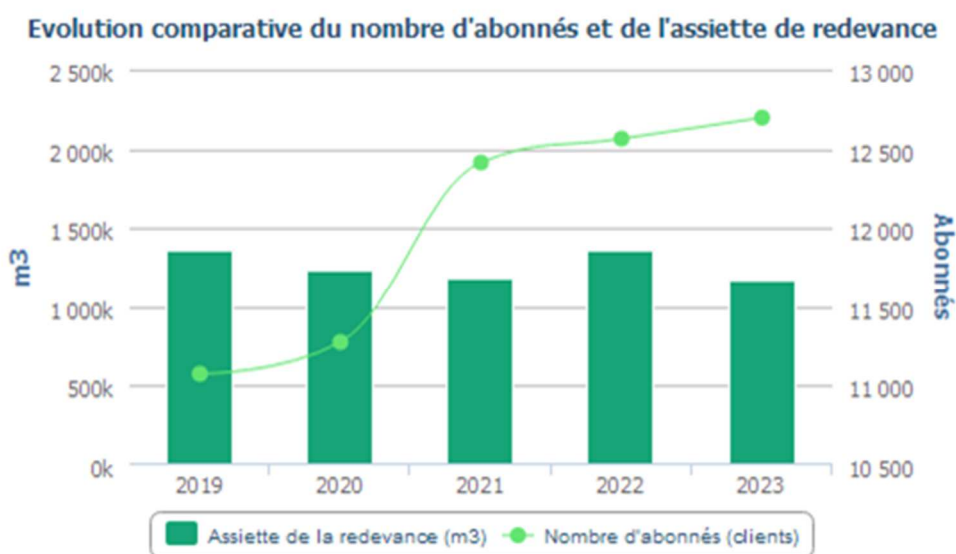
Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées aux paiements des factures.

2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	11 076	11 276	12 414	12 564	12 697	1,1%
Abonnés sur le périmètre du service	11 072	11 275	12 414	12 564	12 697	1,1%
Autres services (réception d'effluent)	4	1				
Assiette de la redevance (m3)	1 351 379	1 232 381	1 182 379	1 350 948	1 166 961	-13,6%
Effluent collecté sur le périmètre du service	1 351 379	1 232 381	1 182 379	1 350 948	1 166 961	-13,6%

Pour mémoire, la commune de Verton a intégré le contrat en octobre 2020 (avenant 3).



→ Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	4	6	35	24	35	45,8%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	1 279	1 114	100	126	161	27,8%
Taux de mutation	11,7 %	10,0 %	0,8 %	1,0 %	1,3 %	30,0%

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

- **Nos engagements consommateurs**

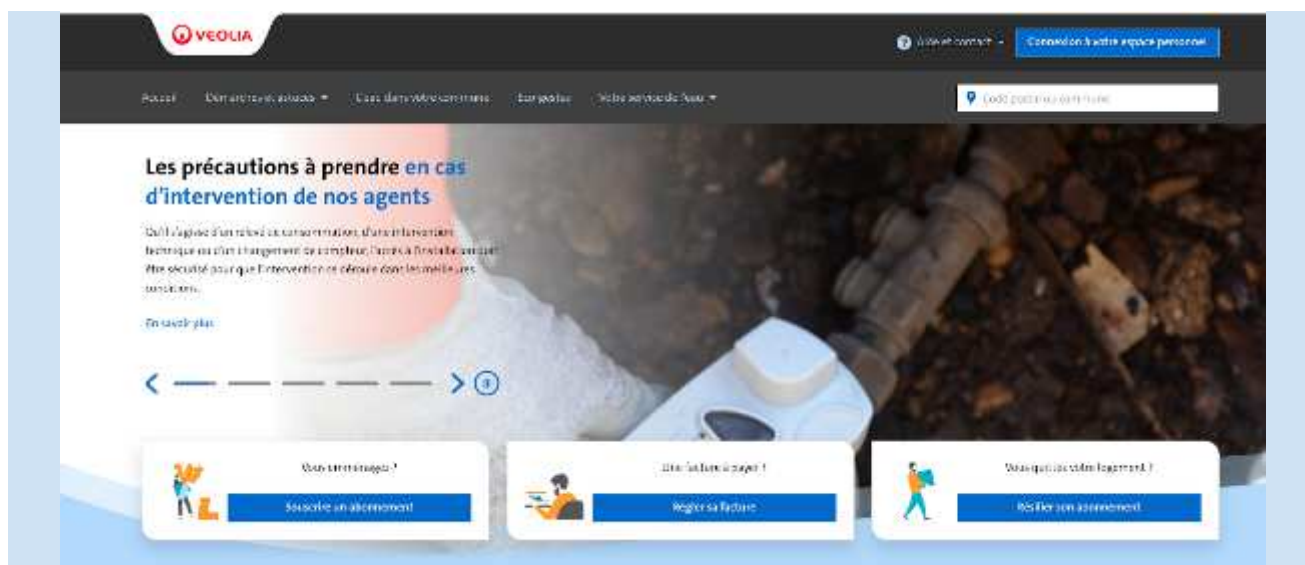
Nos 8 engagements témoignent de notre mobilisation quotidienne pour la qualité de l'eau et de celle de tous les services qu'attendent les consommateurs. Qu'il s'agisse d'intervenir quand ils ont besoin de nous, de les aider à gérer leurs budgets eau, de les accompagner dans l'adaptation à la transition écologique ou de mettre à leur disposition tous les canaux d'échanges dont ils souhaitent disposer.



Ces engagements sont détaillés sur notre site eau.veolia.fr à la rubrique “Votre service de l’eau s’engage”. Ceux signalés par un astérisque font l’objet d’une garantie de service qui se traduit par un remboursement de 30 euros après signalement du consommateur en cas de manquement.

- **Notre nouveau site internet**

Plus moderne, plus simple et clair, le nouveau site internet du service de l’eau de votre collectivité met l’accent sur le parcours du consommateur. Sans navigation longue, les trois opérations clefs qui génèrent le plus grand nombre de demandes sont directement accessibles. L’emménagement, le paiement en ligne des factures et la résiliation sont disponibles dès la première page de connexion.



Plusieurs pages sont consacrées aux éco-gestes qui contribuent aux économies d’eau et à la lutte contre le dérèglement climatique, en permettant notamment à chaque consommateur de simuler la consommation de son foyer.

Les “bons réflexes” sont également détaillés afin de réduire l’impact des rejets sur le milieu naturel.

- **Notre volonté d’ancrage territorial**

L’engagement de Veolia en faveur d’un service consommateurs de proximité et de grande qualité, s’appuyant sur la densité de son ancrage territorial a permis à Veolia de devenir le premier opérateur de services d’eau et d’assainissement à obtenir l’attestation “Relation Client 100% France”.

Délivrée par l’Association Française de la Relation Client (AFRC) et l’Association Origine France Garantie, elle certifie que toutes les équipes relations consommateurs des activités eau et assainissement de Veolia sont basées sur le territoire français, et bénéficient d’un contrat de travail en droit français. Elle est précédée d’un audit initial de l’AFNOR.



Veolia dispose en particulier de 11 Centres de Relation Client implantés en France et répartis sur le territoire national : Liévin, Vaulx-en-Velin, Toulouse, Le Mans, Caen, Metz, Maxeville, Blagnac, Lyon, Montpellier, Saint-Maurice.

- **A l'écoute des usagers**

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau
- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Satisfaction globale	87	85	78	80	81	+1
La continuité de service	96	94	92	93	91	-2
Le niveau de prix facturé	66	64	52	55	58	+3
La qualité du service client offert aux abonnés	86	83	78	82	77	-5
Le traitement des nouveaux abonnements	93	90	82	78	78	0
L'information délivrée aux abonnés	79	77	75	77	73	-4

2.3 Données économiques

→ Le taux d'impayés sur les factures d'assainissement de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2023 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'assainissement. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'impayés	3,30 %	3,40 %	2,75 %	2,98 %	2,77 %
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	81 036	150 145	147 513	144 155	152 328
Montant facturé N - 1 en € TTC	2 455 650	4 415 534	5 372 906	4 838 633	5 509 010

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

→ Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2023, le montant des abandons de créance s'élevait à **50 €**.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	6	9	4	5	1
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (€)	409,39	1 051,62	503,69	512,43	49,89
Assiette totale (m3)	1 351 379	1 232 381	1 182 379	1 350 948	1 166 961

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

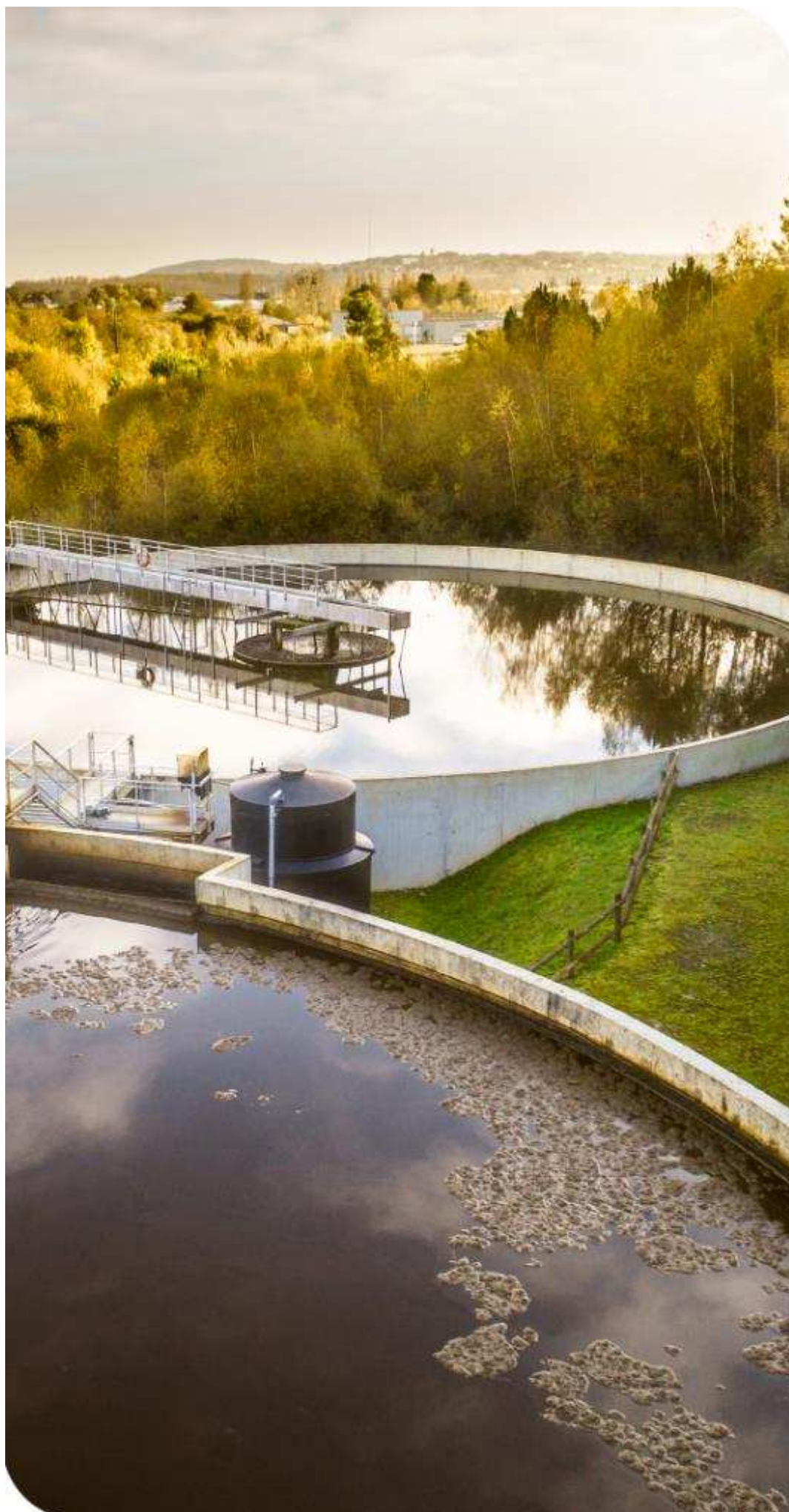
→ ***Les échéanciers de paiement***

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	629	328	234	309	246

3.

LE PATRIMOINE DE
VOTRE SERVICE



Collecter, traiter, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel sur les sites (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
Mini station d'Épuration de Conchil Le Temple - GARE	8	125	19
Station d'Épuration_Berck-Sur -Mer	3 400	56 667	7 775
Station d'Épuration_Conchil-Le-Temple_Les Templiers	12	200	30
Capacité totale :	3 420	56 992	7 824

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_Berck-Sur -Mer_Chemin Des Anglais Résidence Du Parc	Non	
PR_Berck-Sur -Mer_La Chaloupe	Non	
PR_Berck-Sur-Mer_Aurora	Non	17
PR_Berck-Sur-Mer_Belle Dune (Campilu)	Non	60
PR_Berck-Sur-Mer_Boulevard De Paris	Non	
PR_Berck-Sur-Mer_Burger King (NA)	Non	
PR_Berck-sur-Mer_Esplanade maritime (Toilettes Pubic Sud) (NA)	Non	
PR_Berck-Sur-Mer_Fossé De L'Hopital	Oui	25
PR_Berck-Sur-Mer_FPA1	Non	25
PR_Berck-Sur-Mer_FPA2	Non	25
PR_Berck-Sur-Mer_Jardinerie	Non	36
PR_Berck-Sur-Mer_La Pointe	Non	25
PR_Berck-Sur-Mer_Lavatory	Non	
PR_Berck-Sur-Mer_PR1	Non	500
PR_Berck-Sur-Mer_PR2	Non	80
PR_Berck-Sur-Mer_Rue De Lhomel	Non	14
PR_Berck-Sur-Mer_Rue Henry Elby	Non	
PR_Berck-Sur-Mer_Terminus	Oui	60
PR_Berck-Sur-Mer_Trou Au Loup	Non	30
PR_Berck-Sur-Mer_ZI Vigogne (ZI Berck)	Non	125
PR_Conchil Le Temple_Le Patis	Non	
PR_Groffliers_Chardonnerets	Non	5
PR_Groffliers_Général De Gaulle	Non	
PR_Groffliers_Impasse Des Sarcelles	Non	
PR_Groffliers_Larrochelle	Non	10

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein	Débit des pompes (m3/h)
PR_Groffliers_Madelon 1 (NA)	Non	
PR_Groffliers_Mairie	Non	14
PR_Groffliers_Rue Pierre Jacques Royon	Non	
PR_Groffliers_Rue Royon De La Molière	Non	
PR_Groffliers_Service Technique	Non	
PR_Groffliers_4 Chemins	Non	42
PR_Rang-Du-Fliers_Rue De La Rosière	Non	
PR_Rang-Du-Fliers_Aliziers	Non	35
PR_Rang-Du-Fliers_Bagatelle	Non	61
PR_Rang-Du-Fliers_Bois Des Sapins	Non	12
PR_Rang-Du-Fliers_Briquettes	Non	60
PR_Rang-Du-Fliers_Domaine Du Moulin	Non	
PR_Rang-Du-Fliers_Impasse De L'arret	Non	
PR_Rang-Du-Fliers_Intermarché	Non	15
PR_Rang-Du-Fliers_Jardinnet	Non	25
PR_Rang-Du-Fliers_Jean Moulin	Non	14
PR_Rang-Du-Fliers_La Poste	Non	120
PR_Rang-Du-Fliers_Lucioles	Non	18
PR_Rang-Du-Fliers_Moulin Galland	Non	
PR_Rang-Du-Fliers_René Corne	Non	47
PR_Rang-Du-Fliers_RouteD'Airon (RD 143)	Non	60
PR_Rang-Du-Fliers_Rue Arthur Froissard	Non	
PR_Rang-Du-Fliers_Rue De L'Eglise	Non	
PR_Rang-Du-Fliers_Rue Maxime Garson	Non	
PR_Rang-Du-Fliers_Rue Rosine	Non	11
PR_Rang-Du-Fliers_Salle Coluche	Non	60
PR_Verton_Allée Des Marguerites	Non	14
PR_Verton_Champ Gretz 1 (NA)	Non	27
PR_Verton_Champ Gretz 2 (NA)	Non	
PR_Verton_Chemin de la Laiterie	Non	26
PR_Verton_Chemin De Waben Rue Des Comtesses	Non	4
PR_Verton_Impasse Des Quarante	Non	25
PR_Verton_Les Allées	Non	18
PR_Verton_Plantis	Non	20
PR_Verton_Route De Waben	Non	12
PR_Verton_Rue De La Tourberie	Non	15
PR_Verton_Rue Des Grandes Neuilles	Non	11
PR_Verton_Rue Des Petites Neuilles	Non	
PR_Verton_Rue Des Peupliers	Non	14
PR_Verton_Rue Du Bihen	Non	20
PR_Verton_Rue Du Pont Rouge	Non	18
PR_Verton_Vieux Moulin	Non	18
PR_Verton_VV1	Non	25
PR_Verton_ZI Laiterie	Non	12
PR_Waben_Madelon 2 (NA)	Non	

(NA) ouvrage non avenant au contrat mais d'ores et déjà exploité par Veolia.

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ Les canalisations, branchements et équipements

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	88,1	88,1	106,8	107,0	106,9	-0,1%
Canalisations eaux usées (ml)	88 079	88 079	106 813	106 965	106 854	-0,1%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	80 175	80 175	95 713	95 750	95 750	0,0%
<i>dont refoulement (ml)</i>	7 904	7 904	11 100	11 215	11 104	-1,0%
Canalisations unitaires (ml)	30	30	30	30	30	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	30	30	30	30	30	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	9 243	9 243	9 243	9 243	9 243	0,0%
Ouvrages annexes						
Nombre de regards	2 119	2 449	2 470	2 470	2 470	0,0%

	EU gravitaire (ml)	EU refoulement (ml)	UN gravitaire (ml)
Longueur totale (ml) tous diamètres - tous matériaux	95 750	11 104	30
DN 50 (mm) - Indéterminé		406	
DN 60 (mm) - Indéterminé	416	25	
DN 63 (mm) - Indéterminé		1 695	
DN 75 (mm) - Polyéthylène		181	
DN 80 (mm) - Indéterminé		893	
DN 80 (mm) - Polyéthylène		21	
DN 90 (mm) - Polyéthylène		273	
DN 110 (mm) - Fonte		10	
DN 110 (mm) - Indéterminé		2 028	
DN 110 (mm) - Polyéthylène		1 142	
DN 110 (mm) - PVC		353	
DN 150 (mm) - Indéterminé	730		
DN 160 (mm) - Indéterminé	520		
DN 160 (mm) - Polyéthylène		1 823	
DN 160 (mm) - PVC	15	2 074	
DN 200 (mm) - Amiante ciment	1 126		
DN 200 (mm) - Fonte	595	176	
DN 200 (mm) - Indéterminé	74 094		
DN 200 (mm) - PVC	2 635		

	EU gravitaire (ml)	EU refoulement (ml)	UN gravitaire (ml)
DN 250 (mm) - Amiante ciment	286		
DN 250 (mm) - Indéterminé	7 306		
DN 300 (mm) - Indéterminé	3 393		30
DN 350 (mm) - Indéterminé	155		
DN 400 (mm) - Indéterminé	1 148		
DN 500 (mm) - Indéterminé	462		
DN 600 (mm) - Indéterminé	2 182		
DN indéterminé (mm) - Indéterminé	687	4	

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc. , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2023, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,24 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,24
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	88 109	88 109	106 843	106 995	106 884
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0
Longueur renouvelée par la collectivité (ml)	0	0	0	0	1260
Longueur renouvelée totale (ml)	0	0	0	0	1 260

Réhabilitation de 1260 ml de réseau par la CA2BM.

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2023 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2019	2020	2021	2022	2023
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	15	15	15	15	15

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau

Barème	Valeur ICGPR
--------	--------------

Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		10 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	0
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	0
Total Parties A et B		45	15
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	
VP260	Localisation des autres interventions	10	
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	
VP262	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	
Total:		120	15

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
RESEAU BERCK SUR MER		
PR PR1 - BLVD DE PARIS		
MONORAIL	Renouvellement	Compte
PR JARDINERIE - RUE DE SAINT JOSSE		
PANIER DEGRILLAGE	Renouvellement	Compte
PR TROU AUX LOUPS		
POMPE 1	Renouvellement	Compte
POMPE 2	Renouvellement	Compte
ARMOIRE ELECTRIQUE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
ARMOIRE ELECTRIQUE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
HYDRAULIQUE ROBINETTERIE	Renouvellement	Compte
TELESURVEILLANCE	Renouvellement	Compte
PR CAMPILU BELLE DUNE		
INSTRUMENTATION	Renouvellement	Compte
SERRURIE	Renouvellement	Compte
PR LAVATORY - ESPLANADE PARMENTIER		
AEROJECTEUR 1	Renouvellement	Compte
HYDRAULIQUE ROBINETTERIE	Rénovation	Compte
PR RUE HENRY ELBY		
ARMOIRE ELECTRIQUE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
HYDRAULIQUE ROBINETTERIE	Rénovation	Compte
TELESURVEILLANCE	Renouvellement	Compte
VIDE CAVE	Renouvellement	Compte

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
RESEAU RANG DU FLIERS		
PR LES LUCIOLES		
CANALISATIONS	Rénovation	Compte
PR ROUTE D'AIRON		
ARMOIRE ELECTRIQUE DE COMMANDE	Renouvellement	Compte
TELESURVEILLANCE	Renouvellement	Compte
SONDE DE NIVEAU	Renouvellement	Compte
RESEAU VERTON		
POSTE DE REFOULEMENT ALLEE DES MARGUERITES		
POMPE 2	Renouvellement	Compte
PLAQUES DE COUVERTURE	Renouvellement	Compte
POSTE DE REFOULEMENT ZI DE LA LAITERIE		
EQUIPEMENT HYDRAULIQUE	Renouvellement	Compte
Robinerie - vannes/clapets	Renouvellement	Compte
POSTE DE REFOULEMENT RUE DU PONT ROUGE		
POMPE 1	Renouvellement	Compte
CONCHIL LE TEMPLE		
MINI STATION LES TEMPLIERS		
POMPE SORTIE	Renouvellement	Compte
USINE EPURATION BERCK SUR MER 63000 EH		
ELECTRICITE - COMMANDES		
ARMOIRE ELECTRIQUE DE COMMANDE	Rénovation	Compte
STEP BERCK CLIMATISATION TGBT	Rénovation	Compte
BASSINS DE STOCKAGE		
POMPE VIDANGE BASSINS 3 ET 4	Renouvellement	Compte
DEGRILLAGE ET RELEVEMENT		
DEGRILLAGE DES EAUX BRUTES	Renouvellement	Compte
DESSABLAGE - DEGRAISSAGE		
DESSABLEUR A SOUFFLANTE	Renouvellement	Compte
HYDROLYSEUR A GRAISSES		
POMPE DE RETOUR DES GRAISSES	Renouvellement	Compte
CUVE DE DEPOTAGE GRAISSE 10M3	Renouvellement	Compte
TRAITEMENT BIOLOGIQUE		
ECHANTILLONNEUR 3	Renouvellement	Compte
ENTRAINEMENT + COLLECTEUR A	Rénovation	Compte
AGITATEUR 2 FILE A	Renouvellement	Compte
MOTOREDUCTEUR 45 KW 3	Rénovation	Compte
BROSSE AERATION 1	Renouvellement	Compte
SONDE RH A	Renouvellement	Compte
SONDE OXYGENE A	Renouvellement	Compte
PONT CLARIFICATEUR A	Rénovation	Compte
ENTRAINEMENT + COLLECTEUR B	Rénovation	Compte
MOTOREDUCTEUR 45 KW 5	Renouvellement	Compte

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
POMPE RECIRCULATION 4	Renouvellement	Compte
SONDE RH B	Renouvellement	Compte
SONDE OXYGENE B	Renouvellement	Compte
PONT CLARIFICATEUR B	Rénovation	Compte
FILIERE BOUES		
ENSEMBLE POMPE A BOUES P14A	Renouvellement	Compte
ENSEMBLE POMPE A BOUES P14B	Renouvellement	Compte
ENSEMBLE POMPE A BOUES P14C	Renouvellement	Compte
DIVERS		
REMBARDES ET ACCES	Rénovation	Compte

→ Les réseaux et branchements

Lieu ou ouvrage	Description
Berck 105 rue du Haut Banc	renou. et déplacement tabouret de boîte et réparation regard EP attenant

Pour l'année 2023, les travaux de renouvellement réalisés par la Collectivité figurent au tableau suivant :

Lieu ou ouvrage	Description
Rue Lavezzari BERCK	Travaux de réhabilitation par l'intérieur de 75 mL de réseaux Ø200 et de 420 mL de réseaux Ø300.
Boulevard de Boulogne BERCK	Travaux de réhabilitation par l'intérieur de 245 mL de réseaux Ø200 et de 295 mL de réseaux Ø250.
Rue de l'Impératrice BERCK	Travaux de réhabilitation par l'intérieur de 120 mL de réseaux Ø200.
Rond-point de Picardie BERCK	Travaux de réhabilitation par l'intérieur de 370 mL de réseaux Ø200.
Les Allées VERTON	Travaux de réhabilitation par l'intérieur de 380 mL de réseaux Ø200.
Rue Bertrand Akar VERTON	Travaux de réhabilitation par l'intérieur de 70 mL de réseaux Ø200.

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

→ Les installations

Travaux réalisés par le délégataire :

Installations électromécaniques	Réalisé dans l'exercice
ETUDE	
AUDIT ENERGETIQUE	
VIDANGE BASSINS ORAGE BERCK	X

→ *Les réseaux et branchements*

Les principales opérations réalisées par la Collectivité figurent au tableau suivant :

Lieu ou ouvrage	Description
Berck (15) - Rang-du-Fliers (5) - Verton (2) - Groffliers (3)	Pose de 25 boîtes de branchement. (mise en conformité)

4.

LA PERFORMANCE
ET L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE
POUR VOTRE
SERVICE



La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

4.1 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ Les opérations de maintenance des installations

Pour chaque installation de collecte et/ou de traitement du périmètre affermé, un planning des différentes opérations de maintenance préventive permet l'organisation des interventions par l'exploitant : curage des ouvrages, graissage, contrôles réglementaires, remplacement de pièce d'usure.

→ Les opérations de maintenance des réseaux et branchements

Lieu ou ouvrage	Description
Rang-du-Fliers 2187 rte de Berck	mise à niveau tampon 600
Rang-du-Fliers 641 chemin des Blarts	réparation branchement suite casse
Berck 11 rue Émile Lavezzari	rescellement fonte 40x40
Berck rue du Pont de l'Arche (face ch de l'arche)	réparation Ø200 par chemisage
Berck entrée chemin du Pont de l'Arche	réparation cana. Ø200 amiante avec mise en place rabat-nappe
Berck rue Gabriel Péri	étanchéité cunette bte de brcht et dépose / repose pavés
Berck 14 rue Saint-Pierre	mise à niveau fonte 40x40
Berck 2 rue du Docteur Calot	mise à niveau fonte 600

Lieu ou ouvrage	Description
Berck parking du Dr Grosjean	mise à niveau d'une DST et fonte 40x40
Berck parking du Dr Grosjean	étanchéité regard 40x40 int. / ext.
Berck rond point D317	mise à niveau fonte 60
Berck face 3 imp. de la Vigne	réparation par chemisage
Berck entrée de l'imp. de la Flaque Grise	réparation par chemisage

Dans le cadre du suivi et de l'entretien des réseaux de collecte, différentes interventions, complémentaires aux opérations de curage préventives et curatives, sont réalisées par l'exploitant comme des contrôles de collecteur ou de branchement, des enquêtes et recherches ainsi que des petits travaux et réparations sur les équipements du réseau.

Des campagnes préventives ou curatives de traitement des nuisibles (rongeurs, insectes) et l'entretien des espaces verts complètent la maintenance des réseaux et des installations.

→ L'auscultation du réseau de collecte

Interventions d'inspection et de contrôle	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	0	0	114	0	0	0%

Caméra portative

Commune	Adresse	date	équipement	observation
BERCK	Rue du Pont de l'Arche	19 janv.	réseau	suite affaissement
BERCK	36 avenue de la République	6 févr.	réseau	
BERCK	36 avenue de la République	3 mai	branchement	
VERTON	77 77 bis 79 81 route de Groffliers	10 févr.	branchement	

Contrôles visuels

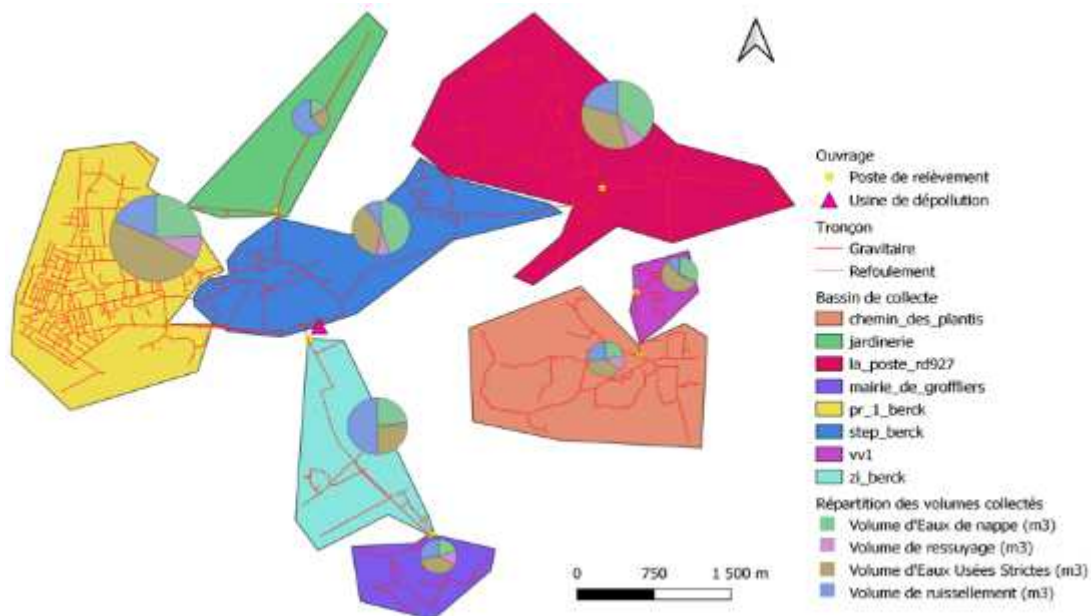
date	Commune	localisation	activité	équipement	observation
19-sept.	BERCK	17 18 rond-point de Picardie	contrôle	réseau	casse suspectée
27-déc.	BERCK	rue de Paris	contrôle	réseau	
19-déc.	RANG DU FLIERS	657 Route de Berck	contrôle	réseau	arrivée eau claire à confirmer

Diagnostic permanent

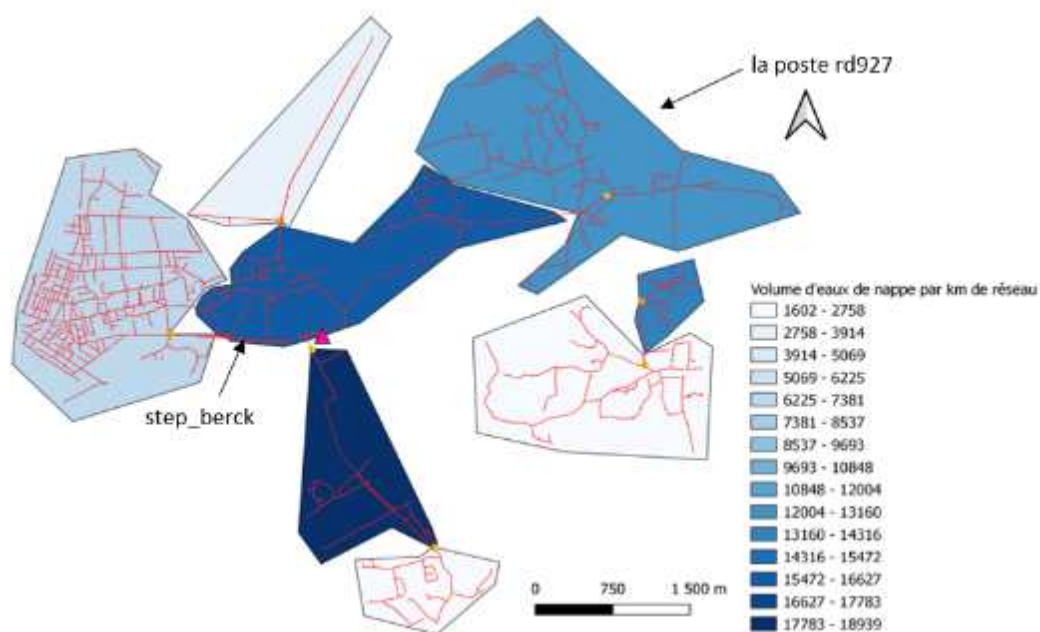
Le diagnostic permanent est en cours sur le système d'assainissement de Berck, c'est un indicateur qui permet de relever le levier d'action: Maîtrise des eaux claires parasites.

Les camemberts géolocalisés représentent la répartition des flux par bassin de collecte sur l'année 2023.

La taille des camemberts représente les volumes collectés par bassin de collecte (+ grand diamètre, + de volume d'eaux collectés).

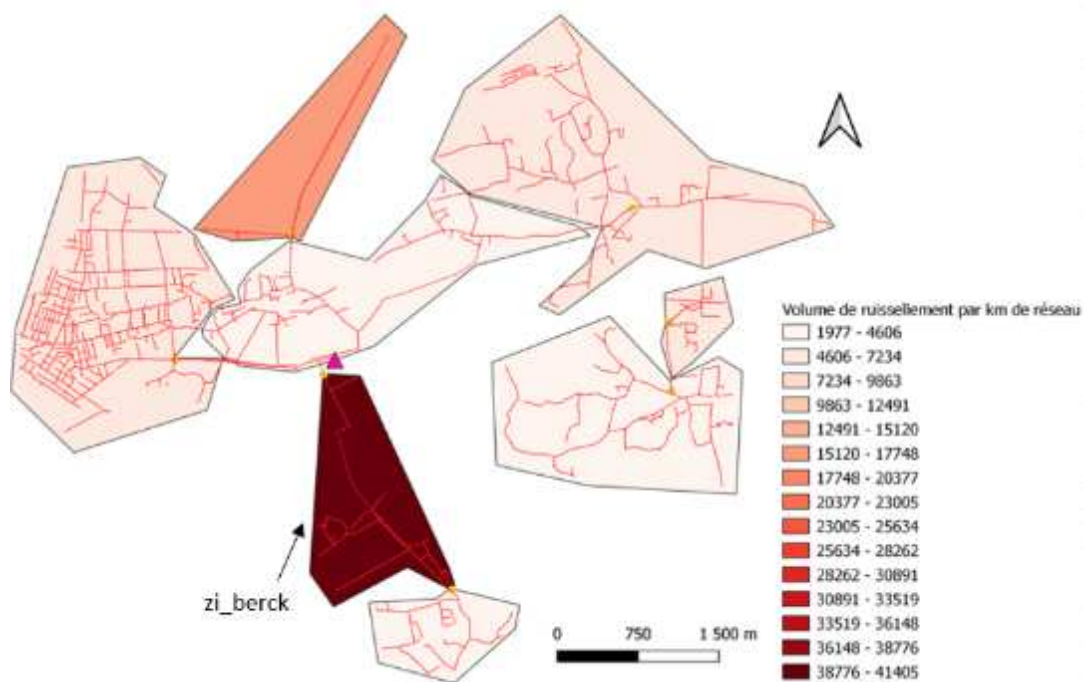


L'indice linéaire d'infiltration identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites permanentes (Volume d'Eaux de nappe en m3/km réseau).



Les bassins de collecte STEP de Berck, la_poste_rd927 et ZI Berck sont soumis aux arrivées d'eaux claires parasites permanentes.

L'indice de collecte d'eaux pluviales identifie les bassins de collecte soumis aux eaux claires parasites météoriques (Volume d'Eaux de ruissellement en m3/km réseau).



Le bassin ZI Berck est soumis aux eaux claires météoriques. Si ces résultats venaient à se confirmer, des contrôles branchements seraient à prévoir.

→ Le curage

Interventions de curage préventif	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	177	171	129	179	162	-9,5%
sur canalisations	43	40	39	42	37	-11,9%
sur accessoires	134	131	90	137	125	-8,8%
sur poste de relevage	134	131	90	137	125	-8,8%
Longueur de canalisation curée (ml)	10 165	8 405	7 109	8 999	11 821	31,4%

Interventions curatives	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	95	93	84	77	102	32,5%
sur branchements	70	64	51	44	55	25,0%
sur canalisations	25	29	33	33	47	42,4%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	530	190	380	332	757	128,0%

En 2023, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **8,03 / 1000 abonnés**.

La synthèse des interventions sur le système de collecte :

Curage des réseaux

2023	préventif	curatif
Berck	6215	727
Groffliers	1411	0
Rang-du-Fliers	3719	30
Verton	476	0
	11 821 mL	757 mL

11 821 mL

Taux de réalisation des curages depuis le début du contrat (EU préventif + avant ITV)

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Réalisé / an	12 333 mL/an	12 203 mL/an	3 400 mL/an	9 030 mL/an	8 006 mL/an	10 165 mL/an
Cumul réalisé	92 519 mL	104 722 mL	108 122 mL	117 152 mL	125 158 mL	135 323 mL
Objectif / an	8 020 mL/an	8 020 mL/an	8 020 mL/an	8 020 mL/an	8 020 mL/an	8 020 mL/an
Cumul objectif	56 140 mL	64 160 mL	72 180 mL	80 200 mL	88 220 mL	96 240 mL
Taux cumulé	164,8 %	163,2 %	149,8 %	146,1 %	141,9 %	140,6 %

Début du contrat en 2007 avec un objectif de 8 020 mL/an jusqu'en 2020, à partir de 2021 l'objectif est de 9 465 mL/an suite à l'intégration de Verton.

Année	2020	2021	2022	2023
Réalisé / an	8 405 mL/an	7 109 mL/an	9 331 mL/an	11 821 mL/an
Cumul réalisé	143 728 mL	150 837 mL	160 168 mL	171 989 mL
Objectif / an	8 020 mL/an	9 465 mL/an	9 465 mL/an	9 465 mL/an
Cumul objectif	104 260 mL	113 725 mL	123 190 mL	132 655 mL
Taux cumulé	137,9 %	132,6 %	130,0 %	129,7 %

Lutte contre les nuisibles sur les réseaux et installations de collecte

3 opérations préventives de dératisation ont été réalisées sur le PR1 à Berck et le PR Roselière à Rang-du-Fliers.

→ Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage [P252.2] permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau	6	6	5	9	9	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	88 109	88 109	106 843	106 995	106 884	-0,1%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	6,81	6,81	4,68	8,41	8,42	0,1%

Liste des points noirs du réseau d'eaux usées :

Commune	Rue
Berck	Rue Carnot
Berck	Avenue du Général de Gaulle
Berck	Rue de l'Impératrice (Berck Plage)
Berck	Rue de l'Impératrice (Berck Ville)
Berck	Boulevard de Paris (Beauchêne-> STEP)
Berck	Boulevard de Paris (Beauchêne->rond-point)
Verton	Rue du General De Gaulle (D142E2)
Verton	Route de Groffliers (D142E2)
Verton	Rue des Belles Dames

4.2 L'efficacité de la collecte

4.2.1 La maîtrise des entrants

→ *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ✓ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 24 mars 2022) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 24 mars 2022, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ✓ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ *Le bilan 2023 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)*

Le tableau ci-dessous présente le nombre total d'arrêtés d'autorisation et de conventions de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de conventions de déversement	2	2	2	3	3
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	4	4	4	5	5

Autorisations municipales de déversement sans convention :

Nom de l'industriel	Adresse	Ville	Activité	date d'effet
Mc Donald's Berck	Bd de Paris	Berck sur mer	Restauration de type rapide	6-mai-2010
SODEXO	Rue du Dr Calot	Berck sur mer	Restauration collective sous contrat	5-mars-2011

Arrêtés d'autorisation avec convention spéciale de déversement

Nom de l'industriel	Adresse	Ville	Activité	Date d'effet
C.H.A.M	RD 140	Rangs-du-Fliers	Activité pour la santé humaine	21-févr.-2022
Clinique du Littoral	RD 140	Rangs-du-Fliers	Activité pour la santé humaine	1-févr.-2011
Nutrilac SA	Chemin de la Laiterie	Verton	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	1-avr.-2022

→ *La conformité des branchements domestiques*

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel

→ *La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]*

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'usines de dépollution	3	3	3	3	3
Nombre de déversoirs d'orage	0	0	0	0	0
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement	2	2	2	2	2

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2019	2020	2021	2022	2023
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	100	100	100	100	100

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	0
Total Partie A	100	90
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	0
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	120	100

→ La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

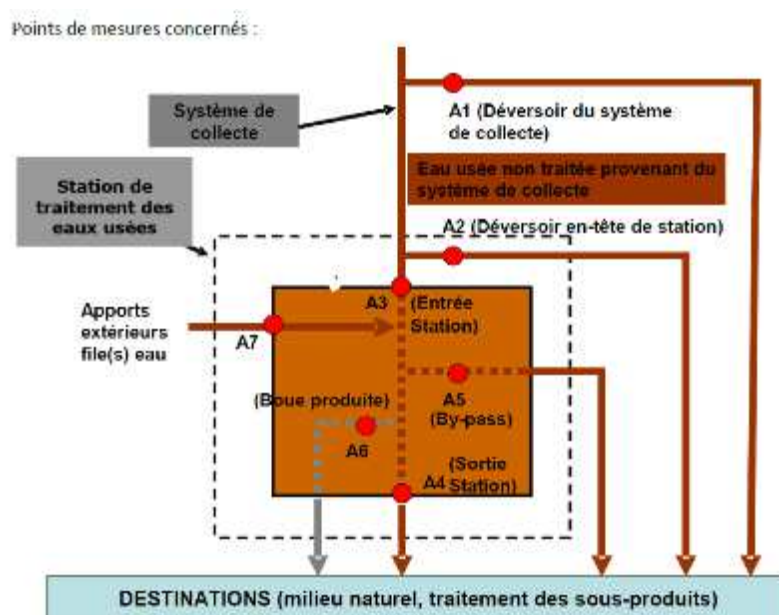
4.3 L'efficacité du traitement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. Les règles suivantes sont depuis appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale est basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prend en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif est considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.



Notre outil interne OPALE est aligné sur les mêmes règles que celles retenues par Autostep pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant les règles de calcul définies par l'arrêté de 2015.

Dans le rapport annuel du Déléataire, nous transmettons nos évaluations « exploitant » de la conformité locale. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est la raison pour laquelle, nous rappelons les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité. En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

4.3.1 Conformité globale

→ La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur [P204.3] permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

→ La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut).

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	100,00
Station d'Epuration_Berck-Sur -Mer	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ **La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]**

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau ou les règles nationales (arrêté du 21 juillet 2015), rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2019	2020	2021	2022	2023
Performance globale du service (%)	97	98	100	100	99
Station d'Epuration_Berck-Sur -Mer	97	98	100	100	99

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

Bilan physico-chimique du 25 juillet non conforme en température (26.1°C > 25°C).

Cette conformité est évaluée en retenant les règles définies par la réglementation en vigueur et incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]**

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et le stockage en décharge agréée.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
Station d'Epuration_Berck-Sur -Mer	100	100	100	100	100

4.3.2 Bilan d'exploitation et conformité par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

Station d'Epuration Berck-Sur -Mer

Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

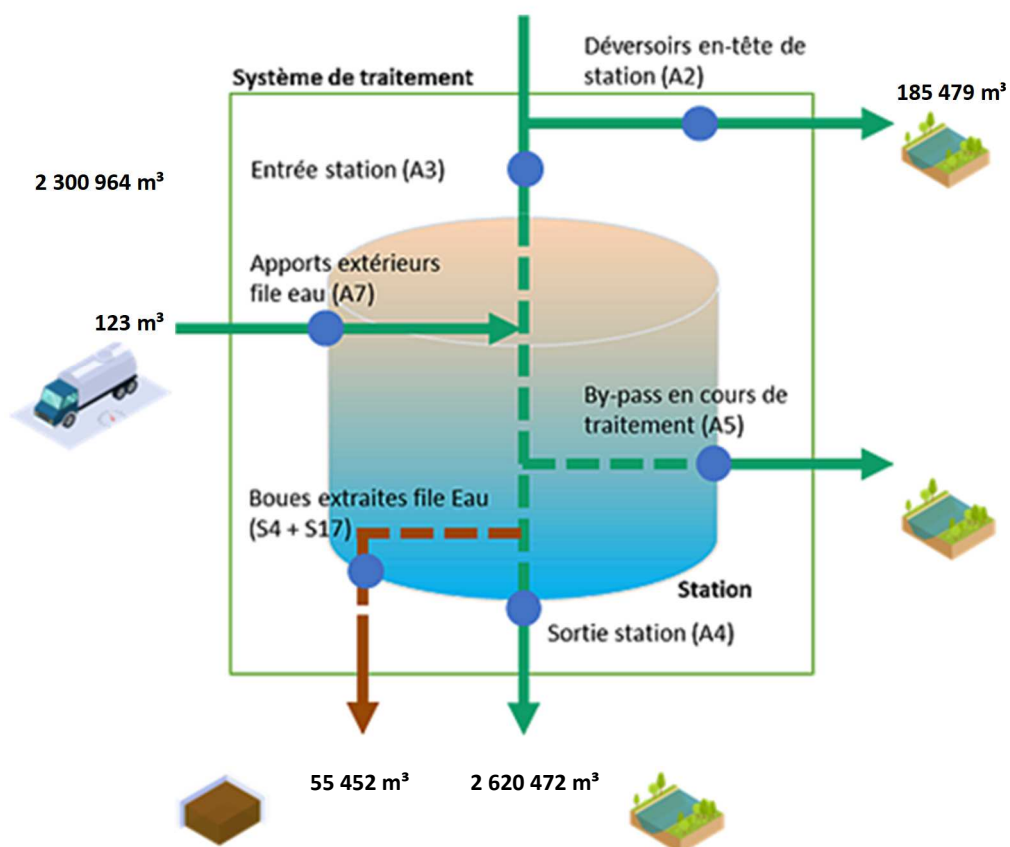
	2023
Débit de référence (m3/j)	9 924
Capacité nominale (kg/j)	3 400

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (*)

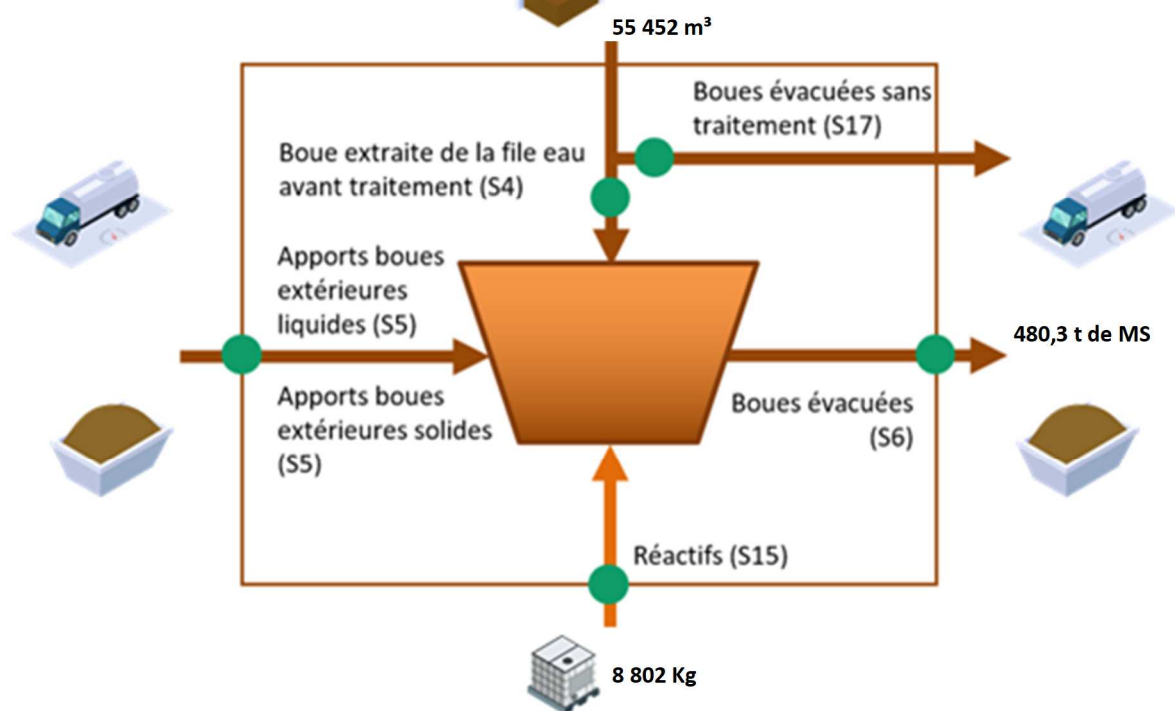
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)							
moyenne journalière par bilan	90,00	20,00	30,00				
moyenne annuelle					15,00		2,00
Concentration réductible en sortie (mg/L)							
moyenne journalière par bilan	180,00	40,00	75,00				
Charge maximale à respecter (kg/j)							
Rendement minimum moyen (%)							
moyen journalier par bilan	80,00	80,00	90,00				
moyen annuel					70,00		80,00

* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

File Eau



File Boue



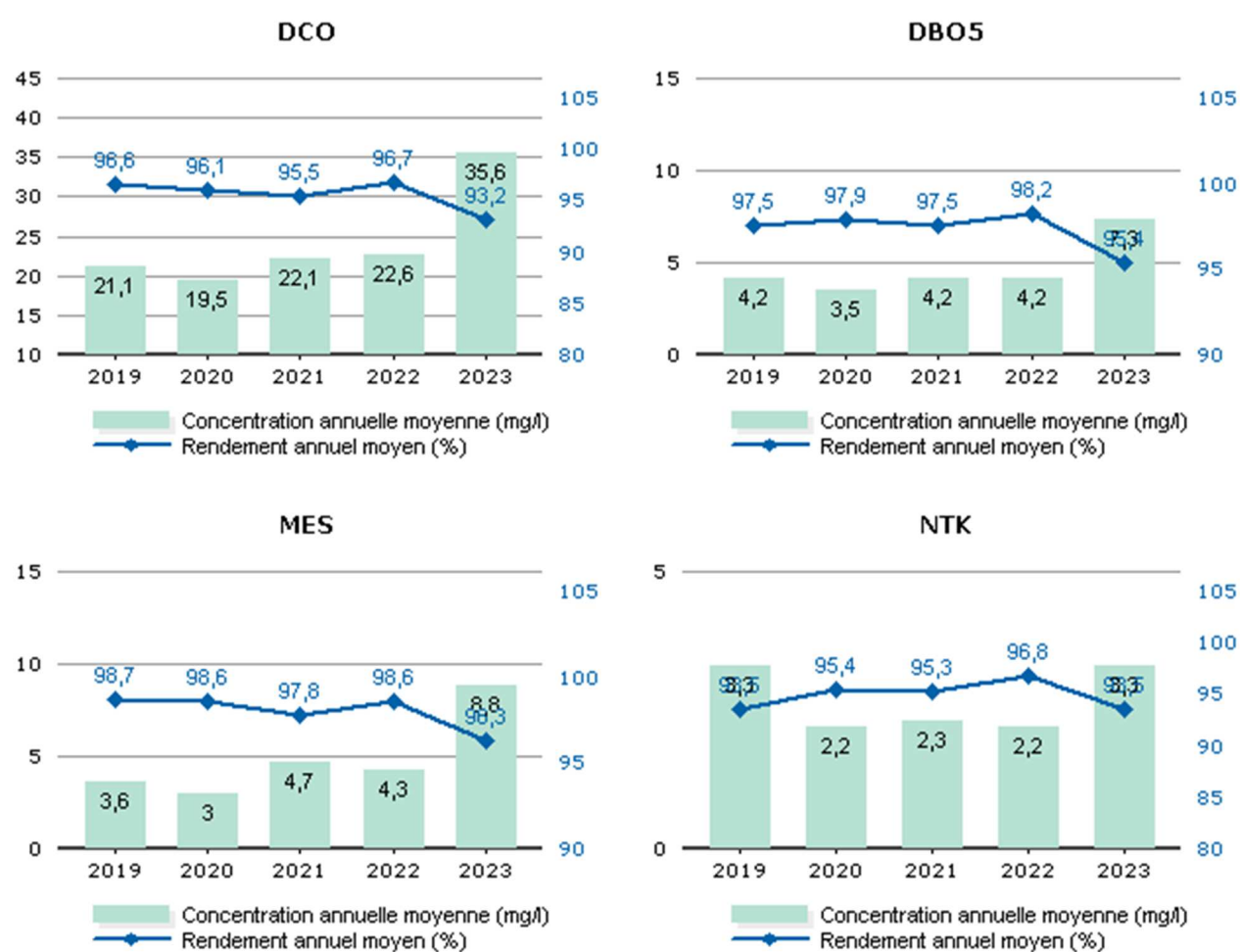
Fréquences d'analyses

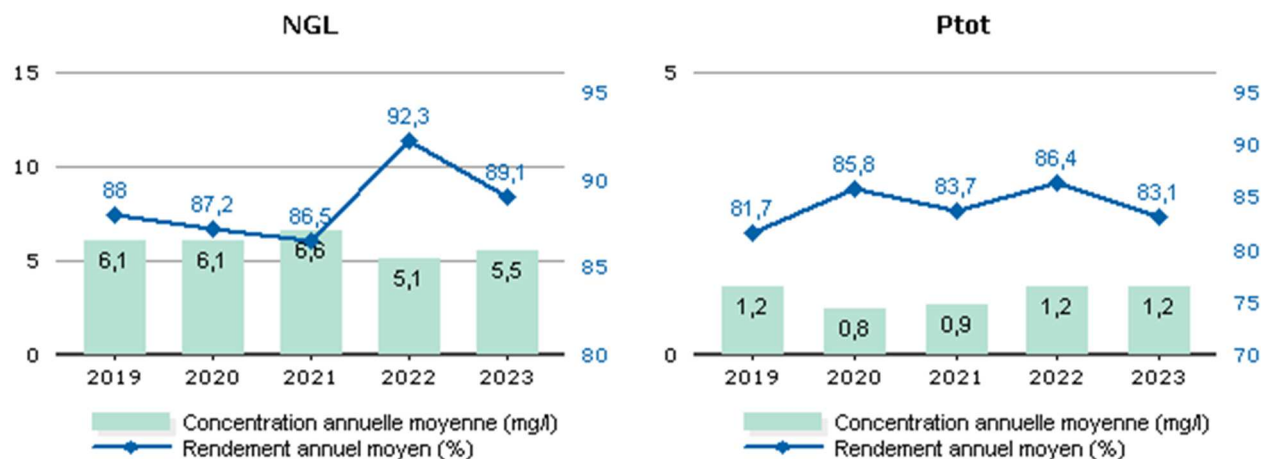
Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2023
DCO	104
DBO5	104
MES	104
NTK	52
NGL	52
Ptot	52

Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :





Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2019	2020	2021	2022	2023
Conformité à l'arrêté préfectoral	0,00	0,00	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

Qualité du traitement des boues

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2019	2020	2021	2022	2023
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	649,3	609,0	547,9	529,3	480,3

Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	2525,9	19,02	480,3	100,00
Total	2525,9	19,02	480,3	100,00

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2019	2020	2021	2022	2023
Centre de stockage de déchets (t) Refus	38,7	49,3	49,9	41,4	38,4
Total (t)	38,7	49,3	49,9	41,4	38,4
Centre de stockage de déchets (t) Sables	67,0	77,5	82,0	82,7	84,3
Total (t)	67,0	77,5	82,0	82,7	84,3

Qualité bactériologique

La qualité bactériologique du rejet a été suivie par la réalisation de 17 prélèvements et analyses des Escherichia Coli et Entérocoques en aval de la désinfection. Aucun résultat n'a été jugé non conforme.

Pour mémoire, 17 prélèvements sont également réalisés en amont de la désinfection comme imposé par l'arrêté préfectoral d'août 2021.

De plus, les paramètres salmonelles, bactériophages somatiques, bactériophages FRNA et spores de bactéries sulfito-réductrices sont analysés, pour suivi, en amont et en aval de la désinfection une fois par mois entre le 1^{er} mai et le 30 septembre.

Suivi du milieu récepteur

Le suivi de la qualité du milieu récepteur est assuré par la réalisation de 12 campagnes de prélèvements et analyses en amont et aval du rejet de l'usine de dépollution.

Les échantillons font l'objet d'analyses physico-chimiques (MeS, DCO, DBO₅, N-NH₄, NTK, N-NO₂, N-NO₃, Pt et P-PO₄) et bactériologiques (E. Coli et entérocoques). De plus des mesures sur site de paramètres physiques sont réalisées (pH, t°, O₂ dissous, taux de saturation et conductivité).

4.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La note technique publiée en mars 2023 a précisé les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE) en entrée et sortie des stations d'épuration de plus de 10 000 EH et renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche par le maître d'ouvrage au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station

d'épuration. Des campagnes d'analyses en entrée et sortie station ont été initiées fin 2022 et en 2023 ; elles peuvent générer des diagnostics vers l'amont à réaliser ou mettre à jour au regard des résultats constatés.

Les campagnes de prélèvement ont démarré en août 2022 sur l'entrée et la sortie de l'usine de dépollution de Berck et se sont déroulées jusqu'en avril 2023 selon le planning validé par La Police de l'Eau.

Les résultats des premières campagnes ont été transmis sous format SANDRE aux autorités par l'intermédiaire du portail administratif Vers'Eau.

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre dans le cadre de notre certification ISO 50 001. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Pour 2022 et 2023, dans le cadre du Plan ReSource, nos objectifs ont été rehaussés : il nous est demandé de réduire de 5% notre impact énergétique et d'augmenter de 5% notre production d'énergie sur les 2 années. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 631 015	1 693 611	1 948 582	1 944 273	1 807 320	-7,0%
Usine de dépollution	1 410 380	1 467 379	1 701 063	1 631 218	1 484 304	-9,0%
Postes de relèvement et refoulement	220 635	225 770	247 519	313 055	323 016	3,2%
Energie consommée facturée (kWh)	1 644 404	1 762 268	1 857 553	1 597 007	1 825 716	14,3%
Usine de dépollution	1 430 830	1 513 160	1 610 112	1 296 465	1 480 996	14,2%
Postes de relèvement et refoulement	213 574	249 108	247 441	300 542	344 720	14,7%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.2 La consommation de réactifs

Le choix des réactifs et quantités est établi afin :

- ✓ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

Usine de dépollution - File Eau

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Station d'Epuration_Berck-Sur -Mer						
Chlorure d'aluminium (kg)	112 668	116 651	121 338	109 158	126 291	15,7%

Usine de dépollution - File Boue

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Station d'Epuration_Berck-Sur -Mer						
Chaux vive (kg)	43 402	22 596	-	-	-	
Polymère (kg)	7 781	8 112	8 038	9 376	8 802	-6,1%

5.

RAPPORT
FINANCIER DU
SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1^{er} février 2016.

→ Le CARE

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation Année 2023 (en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: G9831 - OPALE SUD (Cté de Cmnes)

Assainissement

LIBELLE	2022	2023	Ecart %
PRODUITS	5 121 609	4 749 088	-7,27 %
Exploitation du service	2 529 872	2 430 756	
Collectivités et autres organismes publics	2 579 922	2 315 792	
Produits accessoires	11 814	2 540	
CHARGES	4 940 917	4 710 843	-4,66 %
Personnel	638 493	610 770	
Energie électrique	117 469	178 305	
Produits de traitement	47 349	75 862	
Analyses	33 326	28 566	
Sous-traitance, matières et fournitures	595 912	596 546	
Impôts locaux et taxes	36 439	23 165	
Autres dépenses d'exploitation	240 853	230 101	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	<i>30 606</i>	<i>27 937</i>	
<i>engins et véhicules</i>	<i>101 961</i>	<i>108 948</i>	
<i>informatique</i>	<i>123 136</i>	<i>124 268</i>	
<i>assurances</i>	<i>21 238</i>	<i>21 591</i>	
<i>locaux</i>	<i>112 661</i>	<i>110 534</i>	
<i>autres</i>	<i>- 148 751</i>	<i>- 163 177</i>	
Frais de contrôle	13 471	14 436	
Contribution des services centraux et recherche	167 088	170 919	
Collectivités et autres organismes publics	2 579 922	2 315 792	
Charges relatives aux renouvellements	240 689	254 422	
<i>fonds contractuel (renouvellements)</i>	<i>240 689</i>	<i>254 422</i>	
Charges relatives aux investissements	136 498	148 869	
<i>programme contractuel (investissements)</i>	<i>136 498</i>	<i>148 869</i>	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	93 409	63 087	
RESULTAT AVANT IMPOT	180 691	38 246	NS
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	45 158	9 551	
RESULTAT	135 533	28 697	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

29/02/2024

→ L'état détaillé des produits

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Version Finale

Etat détaillé des produits (1) Année 2023

Collectivité: G9831 - OPALE SUD (Cté de Cmnes)

Assainissement

LIBELLE	2022	2023	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	2 529 872	2 430 756	-3,92 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 431 197	2 474 899	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	98 675	- 44 143	
Exploitation du service	2 529 872	2 430 756	-3,92 %
Produits : part de la collectivité contractante	2 295 193	2 087 723	-9,04 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 342 568	2 199 865	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 47 376	- 112 142	
Redevance Modernisation réseau	284 729	228 069	-19,90 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	291 095	254 490	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 6 366	- 26 421	
Collectivités et autres organismes publics	2 579 922	2 315 792	-10,24 %
Produits accessoires	11 814	2 540	NS

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

29/02/24

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Information complémentaire

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir maintenant une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2023 pour le contrat ressort à **170 321 €**.

5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Installations électromécaniques	Montant en €
ETUDE	
AUDIT ENERGETIQUE	
VIDANGE BASSINS ORAGE BERCK	62 952,93

→ Programme contractuel de renouvellement

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

	2022	2023
Solde à fin de l'exercice (€)	-73 118,93	-167 577,52
Dotation de l'exercice		254 421,67
Dépense de l'exercice		348 880,26

5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non facturées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. La continuité de service est à privilégier (maintien des calendriers de facturation ou de mensualisation jusqu'à l'échéance du contrat). Il y a donc lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation et de recouvrement des sommes dues ainsi que les modalités de reversement des encaissements qui s'imposeront le cas échéant au nouvel exploitant : part ancien contrat en prorata temporis, reprise des soldes de mensualisation des comptes clients. L'introduction de relevés spécifiques, notamment si le contrat se termine après une facturation d'acompte, peut être une option à considérer.

5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

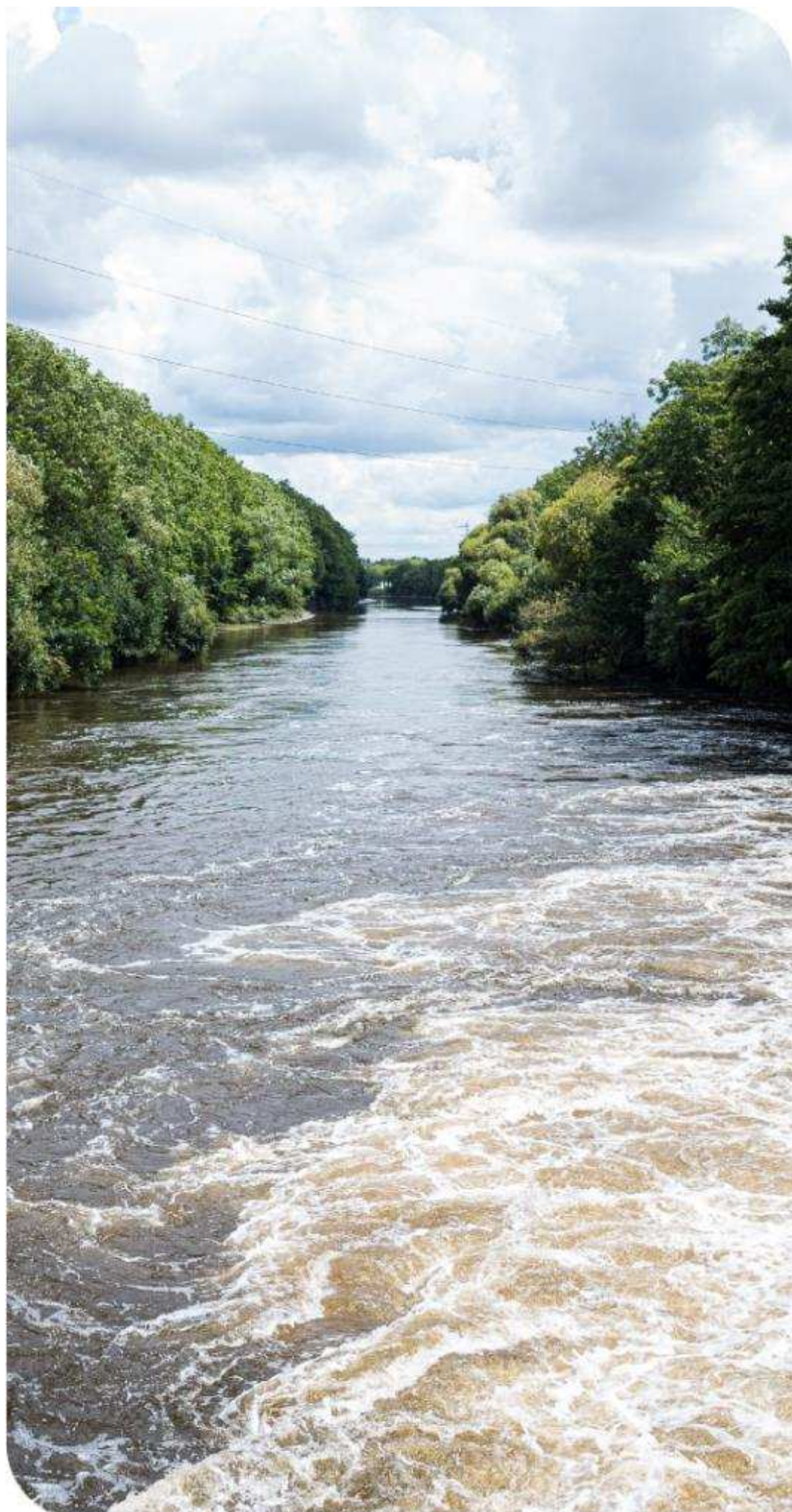
Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6.

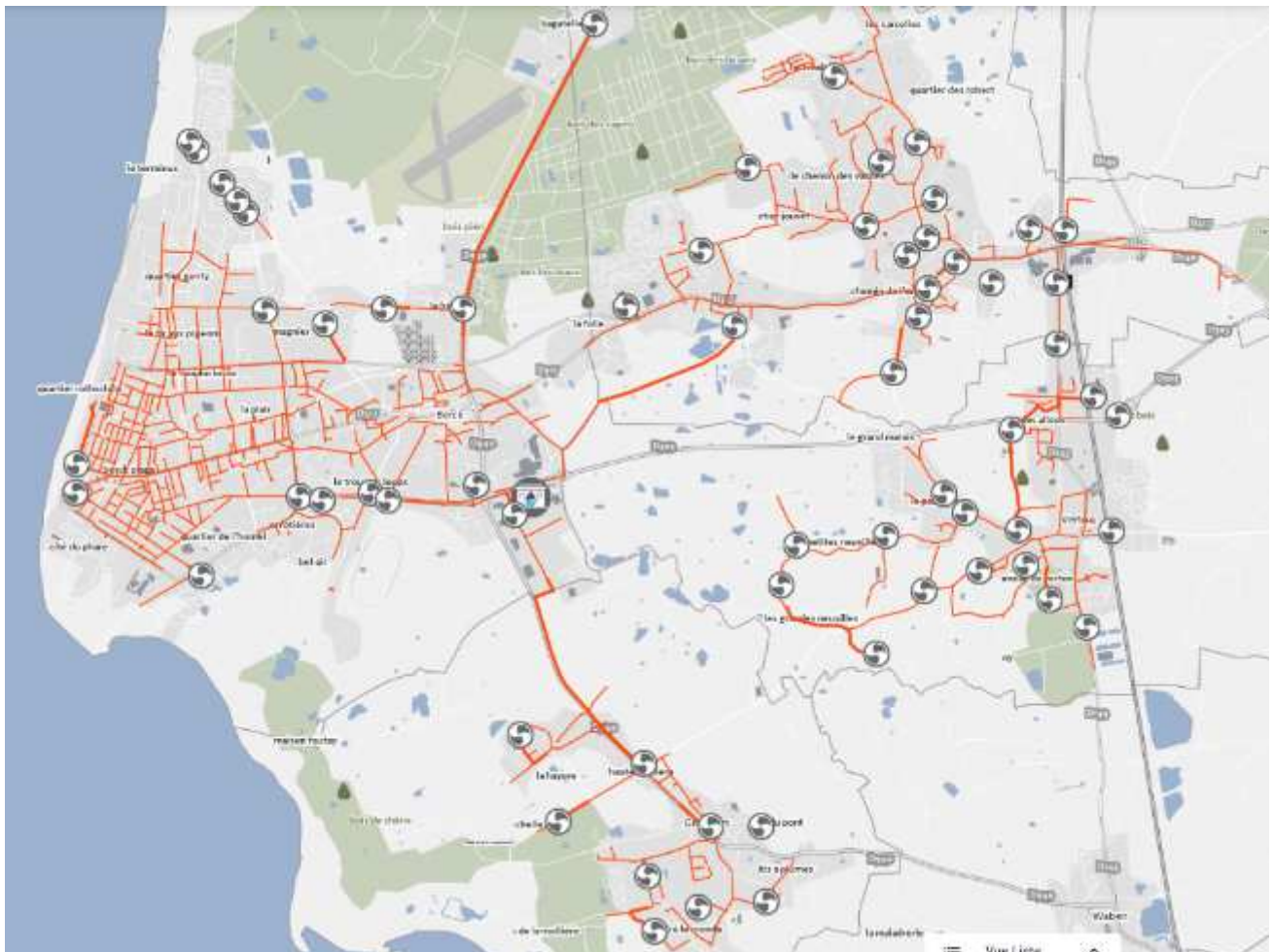
ANNEXES

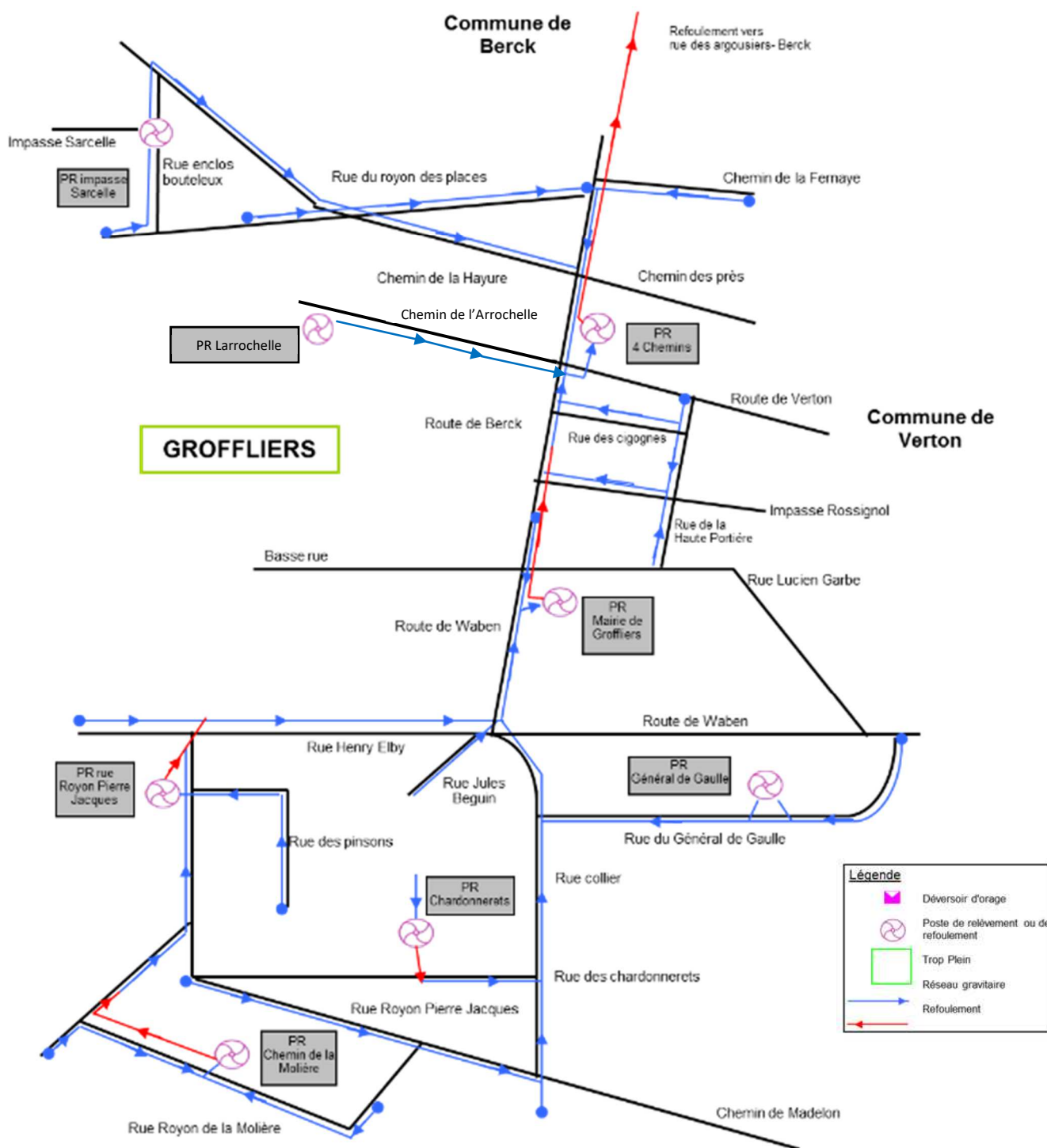


6.1 Les synoptiques du système d'assainissement de Berck

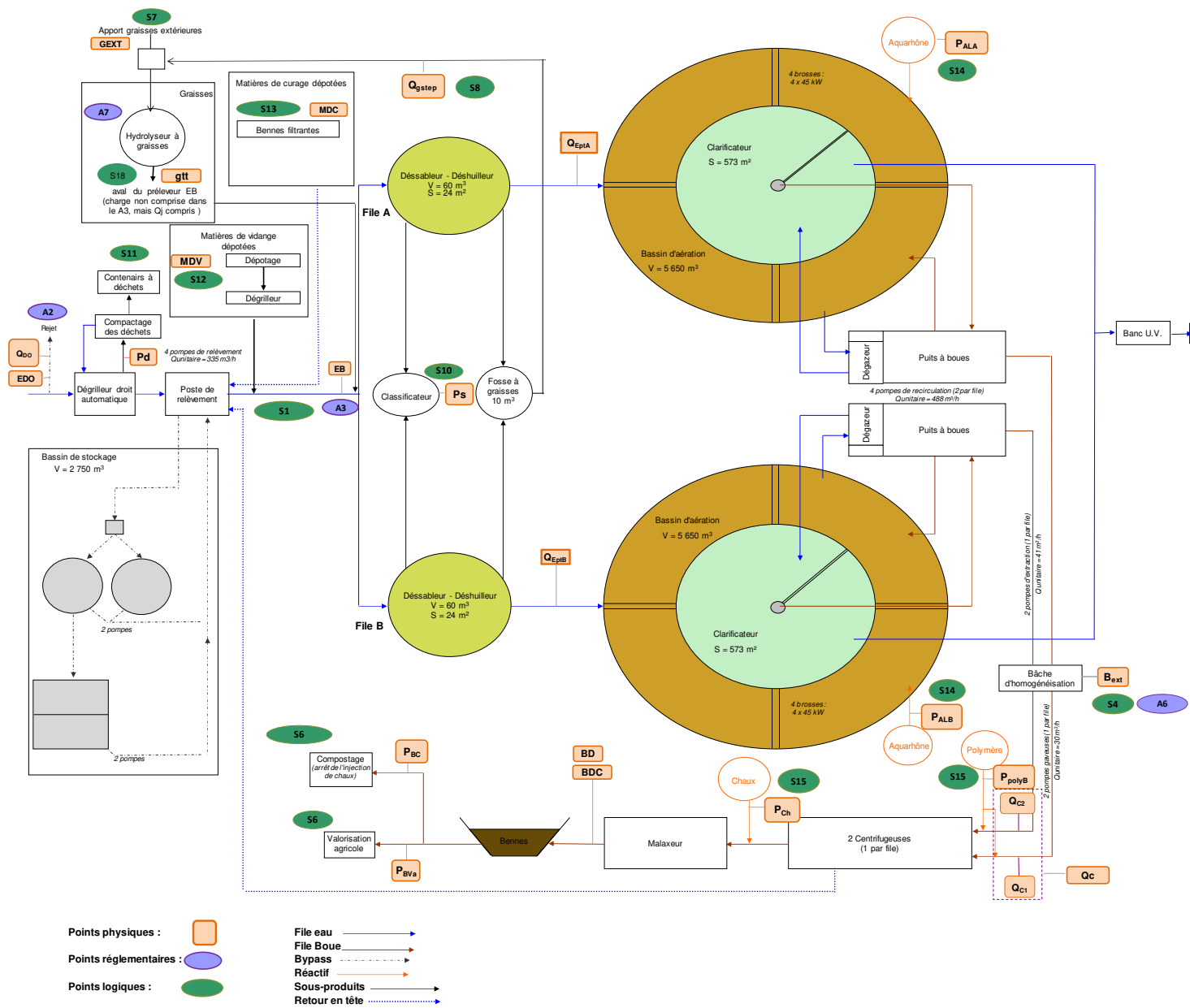
SYSTEME D'ASSAINISSEMENT DE BERCK

Système de collecte de Berck

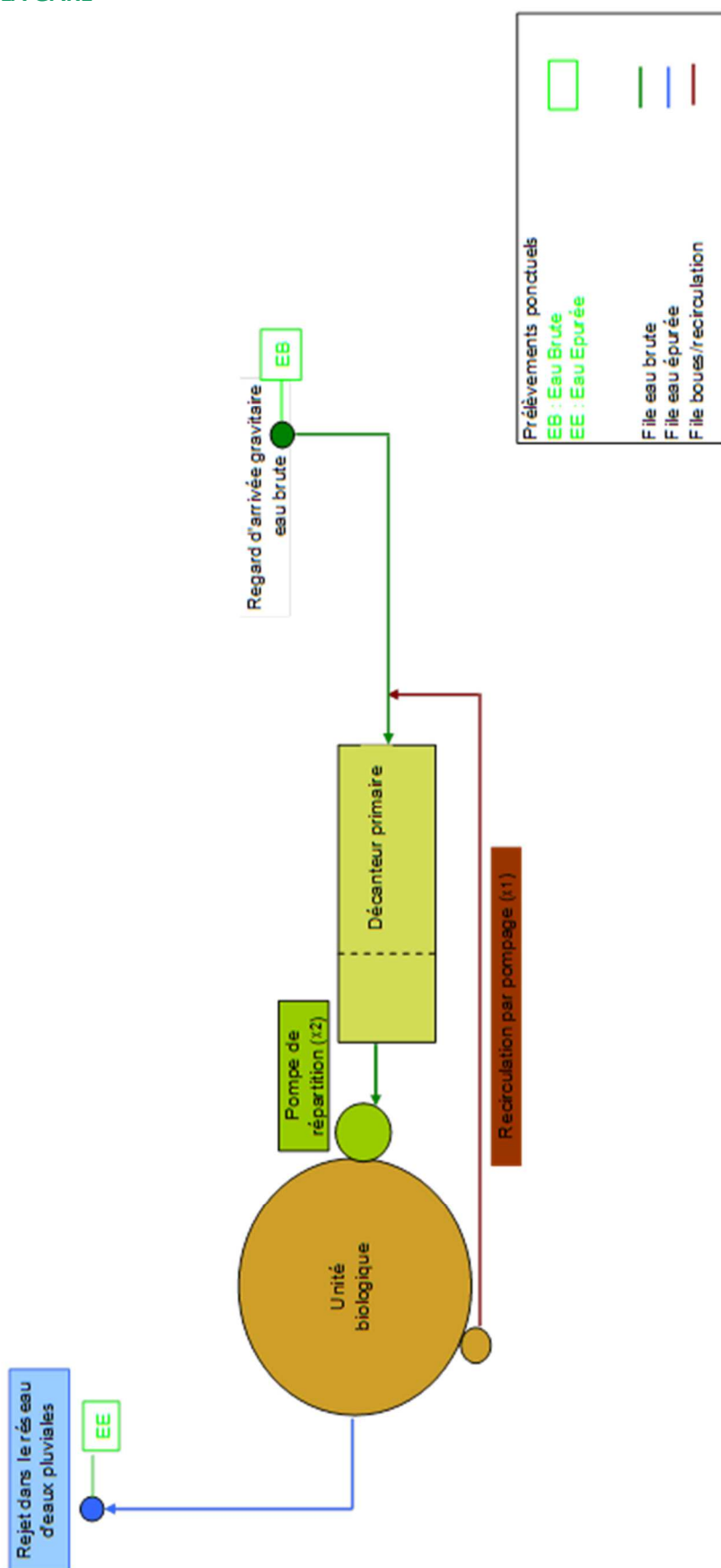




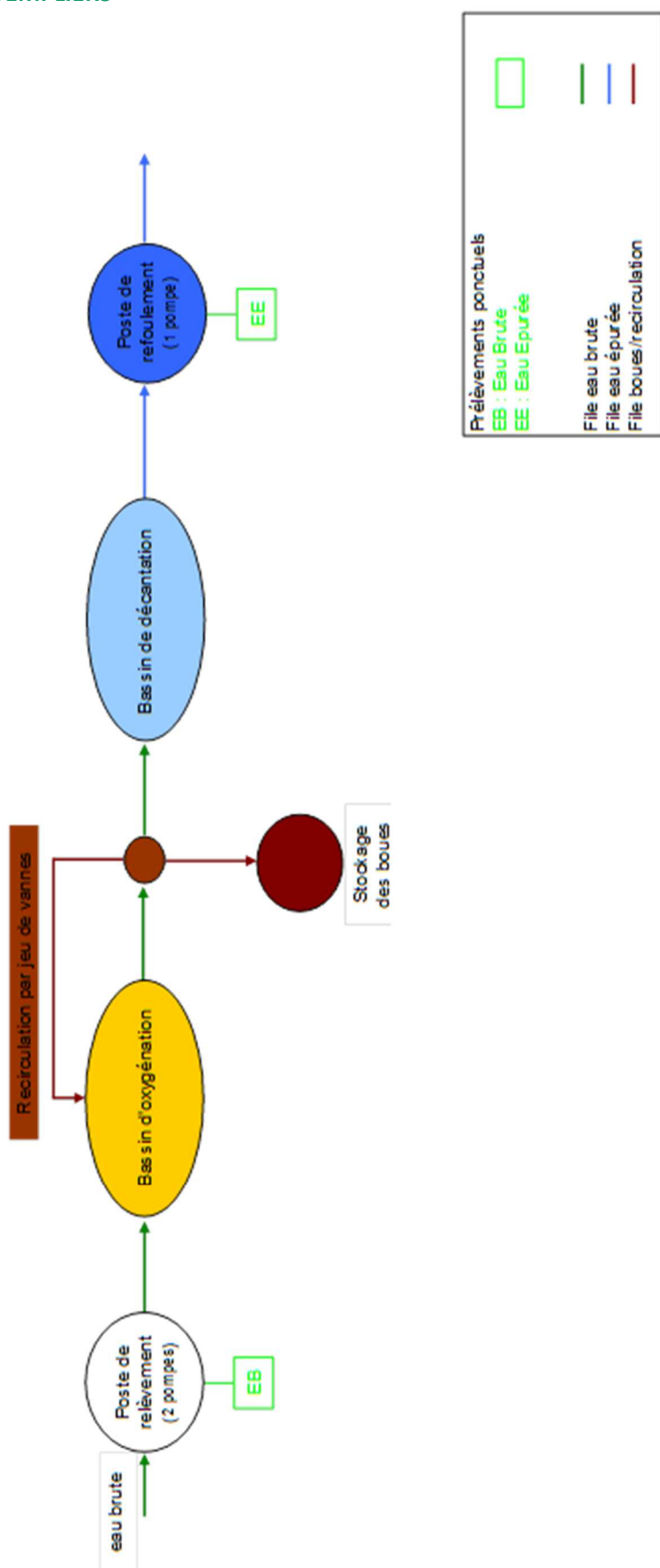
Système de traitement de Berck



CONCHIL LE TEMPLE – LA GARE



CONCHIL LE TEMPLE – LES TEMPLIERS



6.2 Le bilan énergétique du patrimoine

→ Bilan énergétique détaillé du patrimoine

Usine de dépollution

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
Mini station d'Epuration de Conchil Le Temple - GARE						
Energie relevée consommée (kWh)		0		0	7 220	100%
Energie facturée consommée (kWh)	8 826	7 031	8 402	7 064	6 164	-12,7%
Station d'Epuration_Berck-Sur -Mer						
Energie relevée consommée (kWh)	1 410 380	1 467 379	1 701 063	1 631 218	1 461 132	-10,4%
Energie facturée consommée (kWh)	1 410 380	1 500 746	1 583 180	1 270 992	1 461 132	15,0%
Station d'Epuration_Conchil-Le-Temple_Les Templiers						
Energie relevée consommée (kWh)	0	0	0	0	15 952	100%
Energie facturée consommée (kWh)	11 624	5 383	18 530	18 409	13 700	-25,6%

Poste de relèvement

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Berck-Sur -Mer_Chemin Des Anglais Résidence Du Parc						
Energie facturée consommée (kWh)			231	563	942	67,3%
PR_Berck-Sur -Mer_La Chaloupe						
Temps de fonctionnement (h)	23	120	152	120	114	-5,0%
PR_Berck-Sur-Mer_Aurora						
Energie relevée consommée (kWh)	547	642	549	746	1 065	42,8%
Energie facturée consommée (kWh)	547	562	630	645	1 139	76,6%
Temps de fonctionnement (h)	458	480	436	488	912	86,9%
PR_Berck-Sur-Mer_Boulevard De Paris						
Energie relevée consommée (kWh)	656	605	725	1 035	567	-45,2%
Energie facturée consommée (kWh)	656	618	740	983	588	-40,2%
Temps de fonctionnement (h)	185	181	340	581	122	-79,0%
PR_Berck-Sur-Mer_Fossé De L'Hopital						
Energie relevée consommée (kWh)	2 426	1 549	1 099	1 664	2 741	64,7%
Energie facturée consommée (kWh)	2 426	1 077	1 220	1 159	2 858	146,6%
Temps de fonctionnement (h)	719	770	534	834	1 684	101,9%
PR_Berck-Sur-Mer_FPA1						
Energie relevée consommée (kWh)		1 728	1 931	2 398		
Temps de fonctionnement (h)	142	187	318	269	464	72,5%
PR_Berck-Sur-Mer_FPA2						
Temps de fonctionnement (h)	32	36	67	78	73	-6,4%
PR_Berck-Sur-Mer_La Pointe						
Energie facturée consommée (kWh)	2 664	1 345	2 332	1 999	2 719	36,0%
Temps de fonctionnement (h)	974	205	371	289	591	104,5%
PR_Berck-Sur-Mer_ZI Vigogne (ZI Berck)						
Energie relevée consommée (kWh)	3 181	4 223	4 938	5 093	8 524	67,4%
Energie facturée consommée (kWh)	3 181	3 700	4 719	4 647	8 963	92,9%
Temps de fonctionnement (h)	1 562	1 649	1 994	2 032	3 470	70,8%
PR_Conchil Le Temple_Le Patis						
Energie relevée consommée (kWh)		0		703	480	-31,7%
Energie facturée consommée (kWh)	4 730	5 717	522	615	488	-20,7%
Temps de fonctionnement (h)		101	157	249	198	-20,5%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Groffliers_Larrochelle						
Energie facturée consommée (kWh)		451	1 388	1 120	1 573	40,4%
PR_Groffliers_Madelon 1 (NA)						
Temps de fonctionnement (h)					32	
PR_Groffliers_Service Technique						
Energie relevée consommée (kWh)	692	871	704	972	830	-14,6%
Energie facturée consommée (kWh)		871	745	846	894	5,7%
Temps de fonctionnement (h)	137	176	145	202	231	14,4%
PR_Rang-Du-Fliers_Intermarché						
Energie relevée consommée (kWh)	729	801	1 126	1 055	890	-15,6%
Energie facturée consommée (kWh)	742	801	1 275	796	889	11,7%
Temps de fonctionnement (h)	277	333	456	387	315	-18,6%
PR_Rang-Du-Fliers_Lucioles						
Energie relevée consommée (kWh)	686	648	696	1 266	1 233	-2,6%
Energie facturée consommée (kWh)	713	648	707	1 142	1 204	5,4%
Temps de fonctionnement (h)	281	272	251	439	795	81,1%
PR_Rang-Du-Fliers_RouteD'Airon (RD 143)						
Energie relevée consommée (kWh)	103	592	279	491	441	-10,2%
Energie facturée consommée (kWh)	139	592	294	415	459	10,6%
Temps de fonctionnement (h)	32	186	20	72	57	-20,8%
PR_Rang-Du-Fliers_Rue De L'Eglise						
Energie relevée consommée (kWh)	408	466	474	596	588	-1,3%
Energie facturée consommée (kWh)	426	466	456	520	593	14,0%
Temps de fonctionnement (h)	41	60	113	64	168	162,5%
PR_Rang-Du-Fliers_Rue Rosine						
Energie relevée consommée (kWh)	720	731	743	1 042	1 320	26,7%
Energie facturée consommée (kWh)	617	731	759	912	1 402	53,7%
Temps de fonctionnement (h)	347	514	488	645	1 123	74,1%
PR_Rang-Du-Fliers_Salle Coluche						
Energie relevée consommée (kWh)	3 737	4 718	4 627	6 447	8 115	25,9%
Energie facturée consommée (kWh)	3 521	4 718	4 809	5 556	8 186	47,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 629	1 913	2 042	2 861	3 751	31,1%
PR_Verton_Allée Des Marguerites						
Energie relevée consommée (kWh)	1 263	1 386	1 915	2 386	3 231	35,4%
Energie facturée consommée (kWh)	1 018	1 672	1 915	2 107	3 231	53,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 402	1 829	1 955	3 381	2 244	-33,6%
PR_Verton_Champ Gretz 1 (NA)						
Energie relevée consommée (kWh)	0	0			535	
Energie facturée consommée (kWh)		207	484	617	535	-13,3%
PR_Verton_Chemin de la Laiterie						
Energie relevée consommée (kWh)	592	574	557	751	637	-15,2%
Energie facturée consommée (kWh)	565	574	581	669	637	-4,8%
Temps de fonctionnement (h)	293	291	271	325	322	-0,9%
PR_Verton_Chemin De Waben Rue Des Comtesses						
Energie relevée consommée (kWh)	417	508	463	694	1 003	44,5%
Energie facturée consommée (kWh)	417	555	454	609	1 003	64,7%
Temps de fonctionnement (h)	146	213	280	571	943	65,1%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Verton_Impasse Des Quarante						
Energie relevée consommée (kWh)	1 666		370	757	1 472	94,5%
Energie facturée consommée (kWh)	1 666	0	365	718	1 472	105,0%
Temps de fonctionnement (h)	142	160	262	524	1 106	111,1%
PR_Verton_Les Allées						
Energie relevée consommée (kWh)	388	386	476	780	807	3,5%
Energie facturée consommée (kWh)	402	386	476	641	807	25,9%
Temps de fonctionnement (h)	72	70	88	72	128	77,8%
PR_Verton_Plantis						
Energie relevée consommée (kWh)	15 612	18 857	17 278	21 221	27 053	27,5%
Energie facturée consommée (kWh)	18 213	18 857	17 281	19 387	27 053	39,5%
Temps de fonctionnement (h)	2 521	2 984	2 785	3 133	4 036	28,8%
PR_Verton_Route De Waben						
Energie relevée consommée (kWh)	228	317	398	554	480	-13,4%
Energie facturée consommée (kWh)	196	317	448	450	480	6,7%
Temps de fonctionnement (h)	255	398	451	450	501	11,3%
PR_Verton_Rue De La Tourberie						
Energie relevée consommée (kWh)	1 112	1 152	985	2 195	1 305	-40,5%
Energie facturée consommée (kWh)	1 056	1 152	985	1 041	1 305	25,4%
Temps de fonctionnement (h)	574	593	568	656	919	40,1%
PR_Verton_Rue Des Grandes Neuilles						
Energie relevée consommée (kWh)	1 150	1 614	1 613	2 263	2 901	28,2%
Energie facturée consommée (kWh)	912	1 614	1 478	2 056	2 901	41,1%
Temps de fonctionnement (h)	927	1 129	1 173	1 642	1 986	21,0%
PR_Verton_Rue Des Petites Neuilles						
Energie relevée consommée (kWh)	812	827	798	1 424	1 777	24,8%
Energie facturée consommée (kWh)	784	827	745	1 179	1 777	50,7%
Temps de fonctionnement (h)	941	792	867	1 611	2 060	27,9%
PR_Verton_Rue Des Peupliers						
Energie relevée consommée (kWh)	1 633	2 475	1 947	3 000	3 606	20,2%
Energie facturée consommée (kWh)	974	2 475	1 993	2 590	3 606	39,2%
Temps de fonctionnement (h)	2 084	2 871	2 513	3 542	3 043	-14,1%
PR_Verton_Rue Du Bihen						
Energie relevée consommée (kWh)	1 223	990	889	1 016	1 218	19,9%
Energie facturée consommée (kWh)	737	1 932	889	869	1 218	40,2%
Temps de fonctionnement (h)	1 025	772	444	482	841	74,5%
PR_Verton_Rue Du Pont Rouge						
Energie relevée consommée (kWh)	1 879	2 319	1 991	2 595	2 984	15,0%
Energie facturée consommée (kWh)	1 345	2 319	1 954	2 305	2 984	29,5%
Temps de fonctionnement (h)	781	819	832	1 065	1 377	29,3%
PR_Verton_Vieux Moulin						
Energie relevée consommée (kWh)	1 124	1 196	1 098	1 447	1 826	26,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 333	1 196	1 091	1 313	1 826	39,1%
Temps de fonctionnement (h)	304	261	214	909	1 305	43,6%
PR_Verton_VV1						
Energie relevée consommée (kWh)	35 777	44 127	48 467	55 204	31 264	-43,4%
Energie facturée consommée (kWh)	30 586	44 127	48 647	65 289	31 264	-52,1%
Temps de fonctionnement (h)	4 847	4 854	3 674	4 493	4 542	1,1%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Verton_ZI Laiterie						
Energie relevée consommée (kWh)	0	326	500	592	262	-55,7%
Energie facturée consommée (kWh)	903	326	543	486	262	-46,1%
Temps de fonctionnement (h)	0				5	
PR_Waben_Madelon 2 (NA)						
Temps de fonctionnement (h)					3	

Poste de refoulement

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Berck-Sur-Mer_Belle Dune (Campilu)						
Temps de fonctionnement (h)	214	796	553	184	320	73,9%
PR_Berck-Sur-Mer_Jardinerie						
Energie relevée consommée (kWh)	2 274	2 700	3 392	2 982	4 361	46,2%
Energie facturée consommée (kWh)	2 274	2 507	3 392	2 982	4 827	61,9%
Temps de fonctionnement (h)	1 525	1 724	1 926	1 676	2 233	33,2%
PR_Berck-Sur-Mer_PR1						
Energie relevée consommée (kWh)	49 272	22 206	40 752	46 700	45 107	-3,4%
Energie facturée consommée (kWh)	49 272	48 337	42 870	43 808	50 948	16,3%
Temps de fonctionnement (h)	2 186	2 580	2 148	2 255	2 455	8,9%
PR_Berck-Sur-Mer_PR2						
Energie relevée consommée (kWh)	7 056	8 114	7 099	9 043	8 145	-9,9%
Energie facturée consommée (kWh)	7 056	8 114	7 937	7 978	8 145	2,1%
Temps de fonctionnement (h)	1 134	1 205	1 110	1 411	2 065	46,4%
PR_Berck-Sur-Mer_Rue De Lhomel						
Energie relevée consommée (kWh)	364	418	267	335	290	-13,4%
Energie facturée consommée (kWh)	364	369	279	300	300	0,0%
Temps de fonctionnement (h)	94	298	118	82	83	1,2%
PR_Berck-Sur-Mer_Rue Henry Elby						
Energie relevée consommée (kWh)	673	1 145	1 416	1 126	3 016	167,9%
Energie facturée consommée (kWh)	673	1 103	1 416	1 358	3 086	127,2%
PR_Berck-Sur-Mer_Terminus						
Energie relevée consommée (kWh)	903	11 895	5 902	1 674	3 064	83,0%
Energie facturée consommée (kWh)	903	4 897	5 799	1 552	3 566	129,8%
Temps de fonctionnement (h)	61	4 445	1 817	131	32	-75,6%
PR_Berck-Sur-Mer_Trou Au Loup						
Energie relevée consommée (kWh)	2 473	3 702	4 098	4 271	3 002	-29,7%
Energie facturée consommée (kWh)	2 473	2 943	3 929	3 766	3 138	-16,7%
Temps de fonctionnement (h)	957	1 553	2 285	1 808	1 042	-42,4%
PR_Groffliers_Chardonnerets						
Energie relevée consommée (kWh)	2 790	207	1 085	1 283	2 693	109,9%
Energie facturée consommée (kWh)	374	207	475	1 118	2 693	140,9%
Temps de fonctionnement (h)	3 688	386	566	583	1 597	173,9%
PR_Groffliers_Général De Gaulle						
Energie relevée consommée (kWh)	401	406	439	448	1 347	200,7%
Energie facturée consommée (kWh)		0		448	1 533	242,2%
Temps de fonctionnement (h)	456	513	610	527	1 918	263,9%
PR_Groffliers_Impasse Des Sarcelles						
Energie relevée consommée (kWh)	736	595	724	1 203	3 032	152,0%
Energie facturée consommée (kWh)	1 032	239	724	1 012	3 296	225,7%
Temps de fonctionnement (h)	795	605	723	1 517	4 416	191,1%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Groffliers_Mairie						
Energie relevée consommée (kWh)	7 404	6 931	5 893	5 378	7 942	47,7%
Energie facturée consommée (kWh)	6 102	7 561	6 527	5 378	8 584	59,6%
Temps de fonctionnement (h)	1 354	5 228	4 615	3 597	4 244	18,0%
PR_Groffliers_Rue Pierre Jacques Royon						
Energie relevée consommée (kWh)	2 178	2 464	559	635	891	40,3%
Energie facturée consommée (kWh)	498	2 464	557	515	845	64,1%
Temps de fonctionnement (h)	2 422	2 067	1 401	1 886	2 839	50,5%
PR_Groffliers_Rue Royon De La Molière						
Energie relevée consommée (kWh)	562	1 030	1 034	1 176	956	-18,7%
Energie facturée consommée (kWh)	584	568	1 034	1 176	988	-16,0%
Temps de fonctionnement (h)	412	1 180	1 233	1 329	1 039	-21,8%
PR_Groffliers_4 Chemins						
Energie relevée consommée (kWh)	10 747	11 573	6 263	7 462	15 127	102,7%
Energie facturée consommée (kWh)	7 047	11 573	6 511	6 391	16 328	155,5%
Temps de fonctionnement (h)	5 883	6 909	2 751	3 046	10 134	232,7%
PR_Rang-Du-Fliers_Rue De La Rosière						
Energie relevée consommée (kWh)	62	358	398	511	564	10,4%
Energie facturée consommée (kWh)	62	330	317	459	545	18,7%
Temps de fonctionnement (h)	92	162	194	289	798	176,1%
PR_Rang-Du-Fliers_Aliziers						
Energie relevée consommée (kWh)	1 563	1 628	1 741	1 820	2 533	39,2%
Energie facturée consommée (kWh)	1 575	1 628	1 741	1 820	2 571	41,3%
Temps de fonctionnement (h)	707	853	748	953	1 204	26,3%
PR_Rang-Du-Fliers_Bagatelle						
Energie relevée consommée (kWh)	5 875	6 454	5 861	6 685	6 531	-2,3%
Energie facturée consommée (kWh)	5 875	5 681	4 796	6 219	6 222	0,0%
Temps de fonctionnement (h)	772	664	569	708	657	-7,2%
PR_Rang-Du-Fliers_Bois Des Sapins						
Energie relevée consommée (kWh)	2 613	2 264	2 256	3 128	730	-76,7%
Energie facturée consommée (kWh)	2 692	2 264	2 256	3 128	3 737	19,5%
Temps de fonctionnement (h)	1 442	1 628	1 519	1 810	2 841	57,0%
PR_Rang-Du-Fliers_Briquettes						
Energie relevée consommée (kWh)	27 466	24 228	35 652	59 149	52 463	-11,3%
Energie facturée consommée (kWh)	27 466	24 228	35 652	54 833	54 123	-1,3%
Temps de fonctionnement (h)	50	180	1 140	3 630	3 817	5,2%
PR_Rang-Du-Fliers_Domaine Du Moulin						
Energie relevée consommée (kWh)		2 908	1 018	4 412	4 858	10,1%
Energie facturée consommée (kWh)	0	3 346	829	4 093	4 782	16,8%
PR_Rang-Du-Fliers_Impasse De L'arret						
Energie relevée consommée (kWh)	1 038	1 166	1 283	4 643	7 176	54,6%
Energie facturée consommée (kWh)	996	1 166	1 372	3 965	7 097	79,0%
Temps de fonctionnement (h)	1 166	1 797	1 521	3 582	3 545	-1,0%
PR_Rang-Du-Fliers_Jardinnet						
Energie relevée consommée (kWh)			540	742		
Temps de fonctionnement (h)	998	504	197	251	370	47,4%
PR_Rang-Du-Fliers_Jean Moulin						
Energie relevée consommée (kWh)	793	789	878	1 307	1 363	4,3%
Energie facturée consommée (kWh)	891	789	924	1 147	1 484	29,4%
Temps de fonctionnement (h)	427	491	370	289	928	221,1%

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
PR_Rang-Du-Fliers_La Poste						
Energie relevée consommée (kWh)	10 557	11 960	14 709	18 714	26 378	41,0%
Energie facturée consommée (kWh)	10 439	11 960	10 459	16 056	28 060	74,8%
Temps de fonctionnement (h)	1 899	2 547	2 669	3 352	5 267	57,1%
PR_Rang-Du-Fliers_Moulin Galland						
Energie relevée consommée (kWh)	218	414	344	285	1 154	304,9%
Energie facturée consommée (kWh)	220	414	350	250	1 165	366,0%
Temps de fonctionnement (h)	73	253	254	94	914	872,3%
PR_Rang-Du-Fliers_René Corne						
Energie relevée consommée (kWh)	2 800	4 295	4 836	5 755	8 738	51,8%
Energie facturée consommée (kWh)	2 310	4 295	4 662	4 954	8 941	80,5%
Temps de fonctionnement (h)	578	1 169	1 375	1 389	1 930	38,9%
PR_Rang-Du-Fliers_Rue Arthur Froissard						
Energie relevée consommée (kWh)	241	312	404	405	465	14,8%
Energie facturée consommée (kWh)	241	312	377	392	495	26,3%
Temps de fonctionnement (h)	213	253	265	277	372	34,3%
PR_Rang-Du-Fliers_Rue Maxime Garson						
Energie relevée consommée (kWh)	815	980	1 040	1 396	1 935	38,6%
Energie facturée consommée (kWh)	686	980	1 100	1 200	1 963	63,6%
Temps de fonctionnement (h)	633	981	851	1 068	1 732	62,2%

6.3 Les données consommateurs par commune

	2019	2020	2021	2022	2023	N/N-1
BERCK						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	14 680	14 519	14 127	13 813	13 778	-0,3%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	8 354	8 515	8 621	8 641	8 736	1,1%
Assiette de la redevance (m3)	976 307	923 197	752 729	919 498	759 349	-17,4%
CONCHIL LE TEMPLE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)				194	192	-1,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis				64	63	-1,6%
Assiette de la redevance (m3)				3 871	5 365	38,6%
GROFFLIERS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 539	1 554	1 558	1 575	1 551	-1,5%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	580	597	643	657	662	0,8%
Assiette de la redevance (m3)	46 422	24 094	118 820	44 249	52 583	18,8%
RANG DU FLIERS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	4 246	4 289	4 339	4 424	4 448	0,5%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 138	2 163	2 172	2 216	2 238	1,0%
Assiette de la redevance (m3)	328 650	285 090	218 067	294 329	256 912	-12,7%
VERTON						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)			2 525	2 545	2 565	0,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis			978	986	998	1,2%
Assiette de la redevance (m3)			92 763	89 001	92 752	4,2%

6.4 La facture 120 m³

Facture annuelle type complète, eau et assainissement, toutes taxes et redevances comprises pour un client ayant consommé 120 m³ et doté d'un compteur de 15 mm de diamètre (dans le cas où il existe différentes tranches tarifaires entre 0 et 120 m³, les prix unitaires affichés ci-après sont des prix moyens pour une consommation de 120 m³).

Tarifs au 01/01/2024

		Euro		
Berck – Rang-du-Fliers – Groffliers		Qté	Prix Unitaire HT	Taux TVA
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)				80.76 10. %
Abonnement (Part communautaire CA2BM)				43.00 10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)		120	1.2967	155.60 10. %
Consommation (part communautaire CA2BM) (m3)		120	0.9700	116.40 10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			395.76	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Modernisation des réseaux (m3)		120	0.2100	25.20 10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			25.20	
TOTAL HT de la Facture			420.96	Euro
TOTAL TTC de la Facture			463.06	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			2.72	Euro

Verton	Euro			
	Qté	Prix Unitaire HT	Montant HT	Taux TVA
Distribution de l'eau				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			21.42	5.5 %
Abonnement (part communautaire CA2BM)			18.50	5.5 %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	0.7246	86.95	5.5 %
Consommation (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.3300	39.60	5.5 %
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau) (m3)	120	0.0001	0.01	5.5 %
TOTAL DISTRIBUTION DE L'EAU			166.48	
Collecte et traitement des eaux usées				
Abonnement				
Abonnement (part distributeur)			80.76	10. %
Abonnement (Part communautaire CA2BM)			43.00	10. %
Consommation				
Consommation (part distributeur) (m3)	120	1.2967	155.60	10. %
Consommation (part communautaire CA2BM) (m3)	120	0.9700	116.40	10. %
TOTAL COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			395.76	
Organismes publics				
(taxes et redevances)				
Redevance pollution (m3)	120	0.3500	42.00	5.5 %
Modernisation des réseaux (m3)	120	0.2100	25.20	10. %
TOTAL ORGANISMES PUBLICS			67.20	
TOTAL HT de la Facture			629.44	Euro
TOTAL TTC de la Facture			683.01	Euro
Prix TTC du m3 hors abonnement			4.21	Euro

6.5 Attestations d'assurances

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- Assurance de responsabilité civile : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

- Assurance de dommages aux biens : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

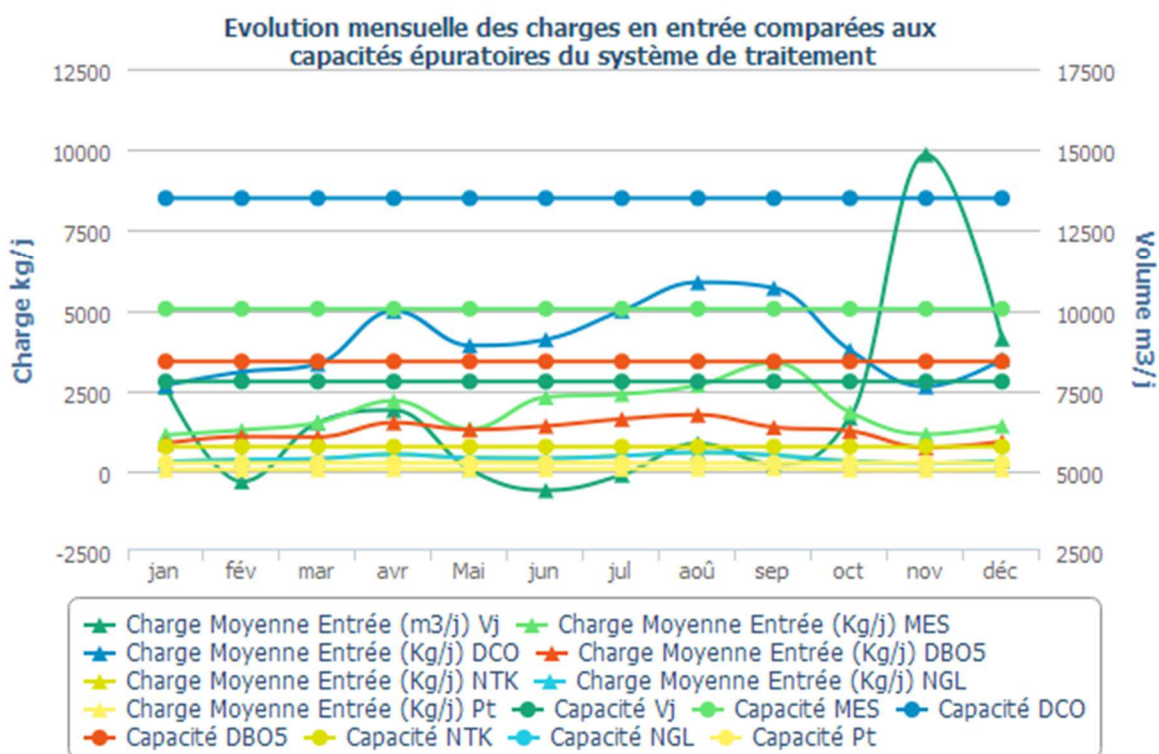
6.6 Le bilan qualité par usine

Station d'Epuration Berck-Sur -Mer

Bilans HCNF / Bilans :

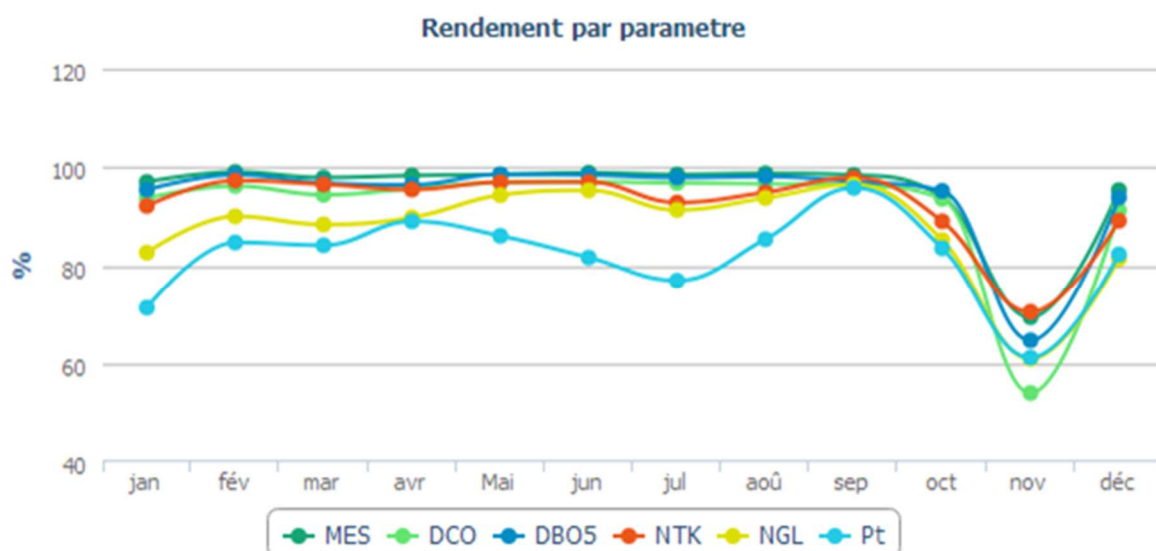
Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	7 611	2 / 10	1 124	2 669	857	287,3	287,3	34,6
février	4 673	0 / 9	1 271	3 075	1 069	350,0	350,0	39,3
mars	6 499	0 / 10	1 500	3 327	1 057	383,4	383,4	48,6
avril	6 890	0 / 9	2 181	4 978	1 499	516,5	516,5	67,0
mai	5 043	0 / 11	1 305	3 896	1 283	406,3	406,3	52,6
juin	4 396	0 / 10	2 292	4 083	1 395	395,2	395,2	57,5
juillet	4 875	0 / 11	2 389	4 979	1 616	467,7	467,7	65,4
août	5 855	0 / 11	2 663	5 856	1 747	572,9	572,9	71,4
septembre	5 219	1 / 10	3 362	5 684	1 362	485,4	485,4	82,5
octobre	6 654	1 / 10	1 824	3 758	1 241	303,6	303,6	37,7
novembre	14 852	10 / 10	1 139	2 624	721	230,8	230,8	32,5
décembre	9 110	2 / 9	1 402	3 467	912	312,4	312,4	42,9

(*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

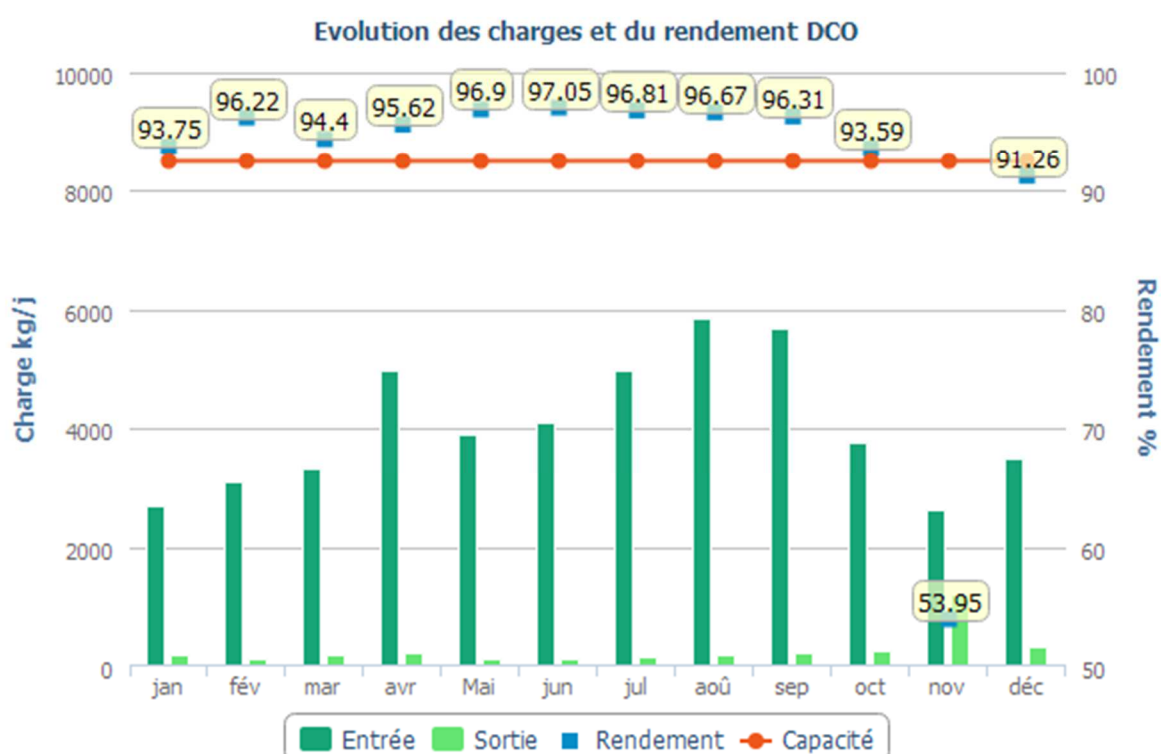
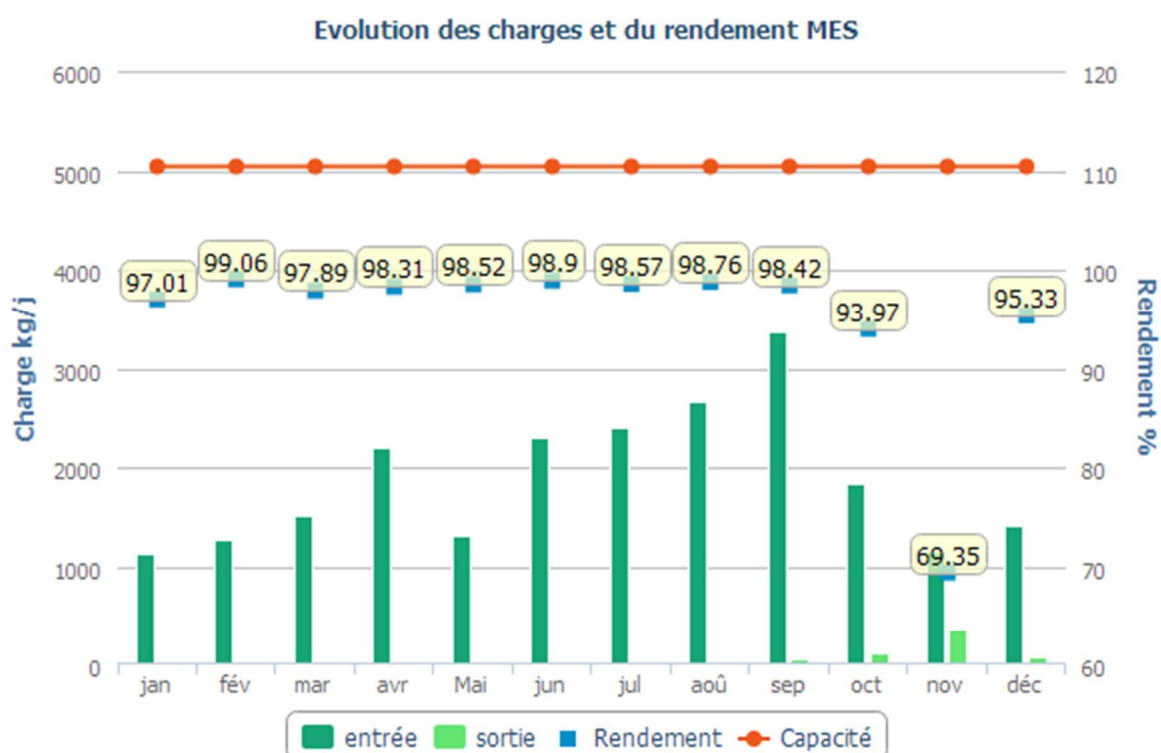


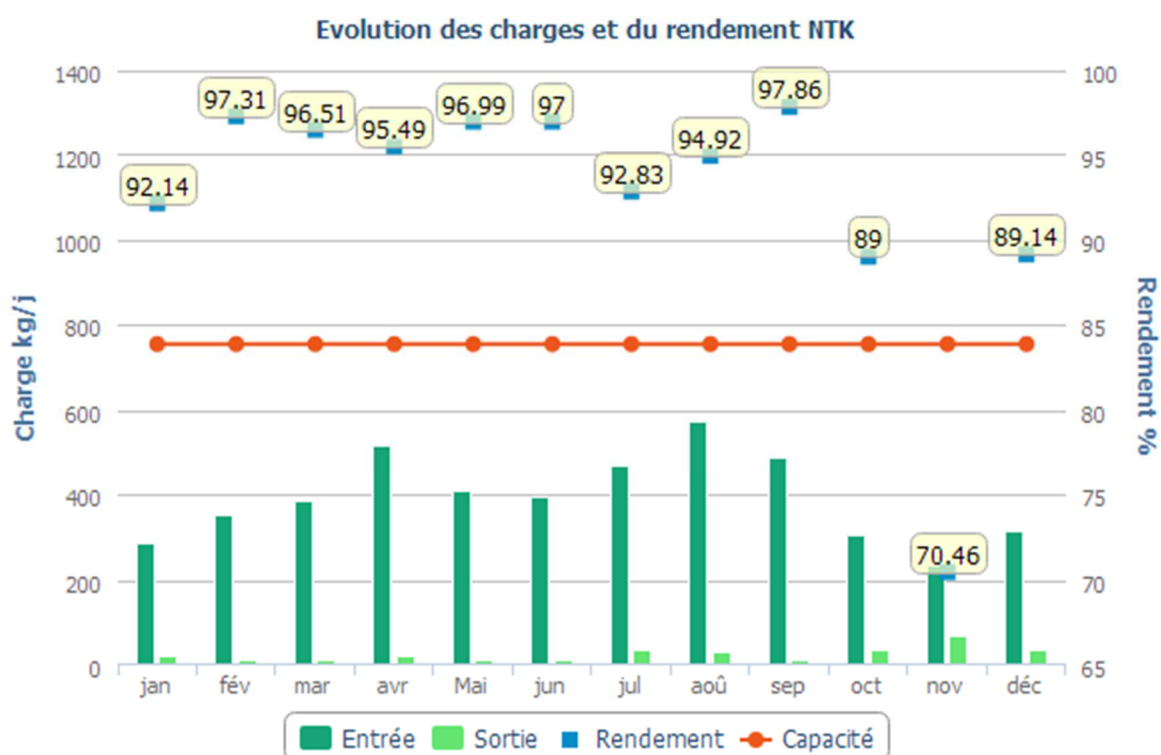
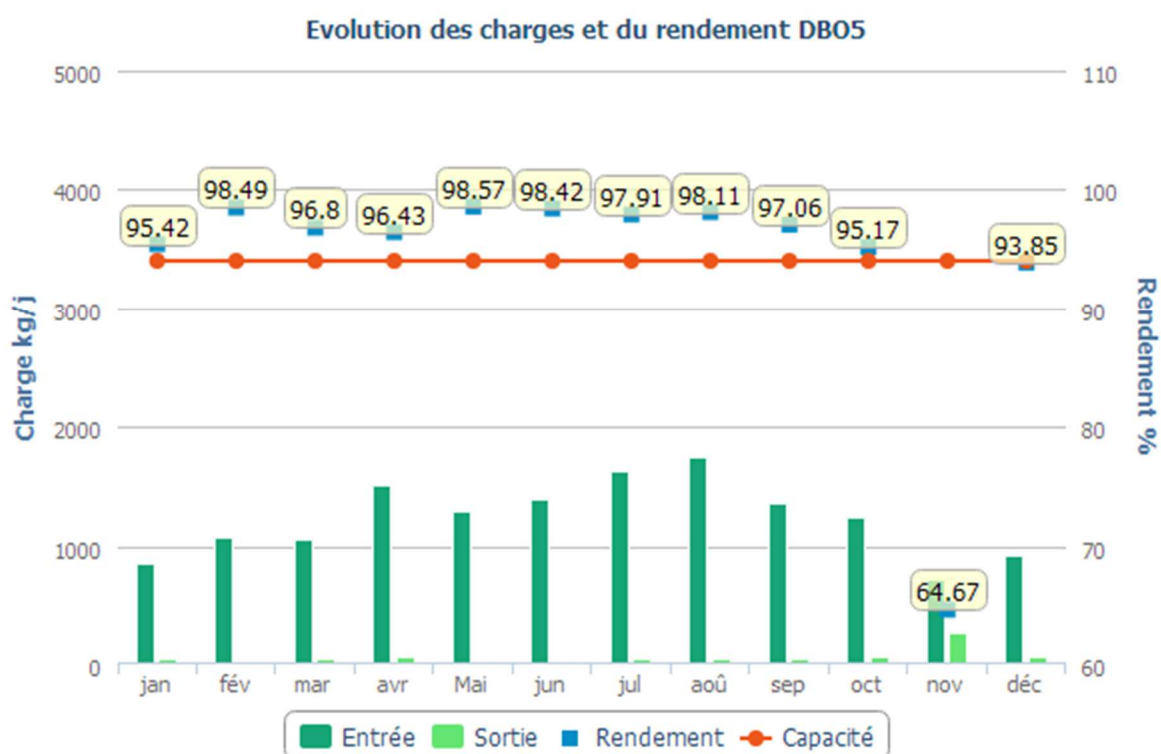
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

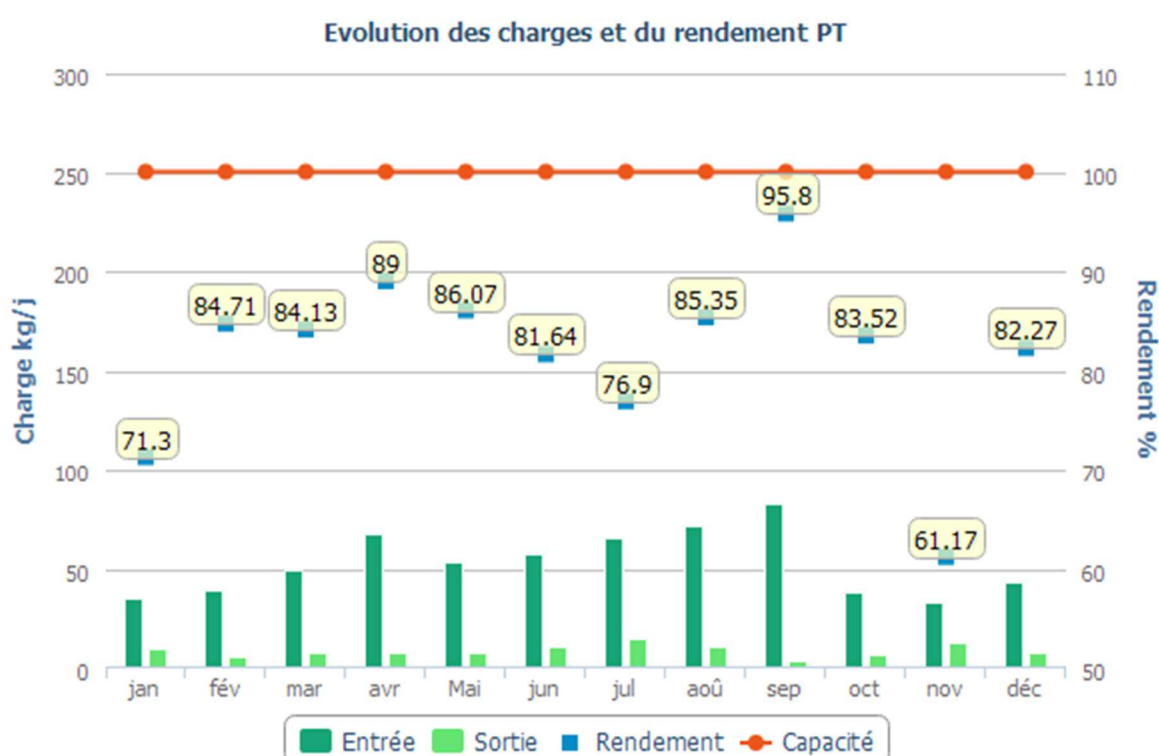
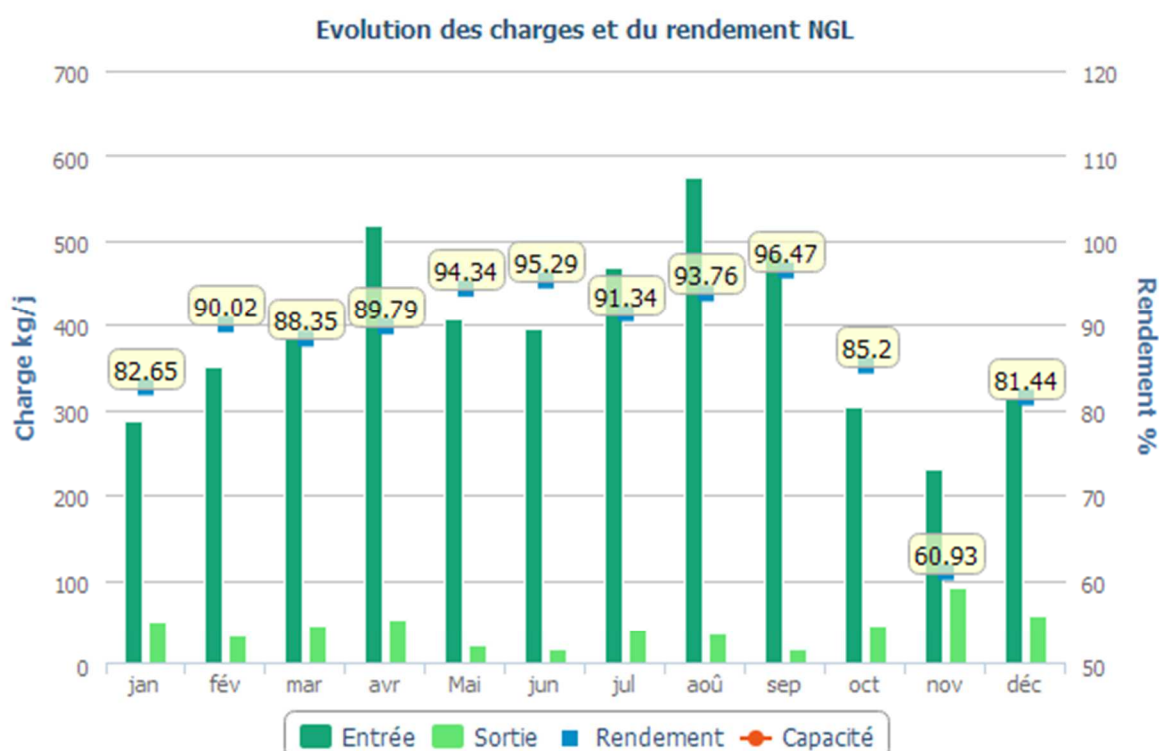
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	33,60	97,01	166,90	93,75	39,27	95,42	22,60	92,14	49,80	82,65	9,90	71,30
février	12,00	99,06	116,40	96,22	16,12	98,49	9,40	97,31	34,90	90,02	6,00	84,71
mars	31,70	97,89	186,40	94,40	33,83	96,80	13,40	96,51	44,70	88,35	7,70	84,13
avril	36,80	98,31	218,20	95,62	53,57	96,43	23,30	95,49	52,80	89,79	7,40	89,00
mai	19,30	98,52	120,90	96,90	18,29	98,57	12,20	96,99	23,00	94,34	7,30	86,07
juin	25,10	98,90	120,60	97,05	22,04	98,42	11,90	97,00	18,60	95,29	10,60	81,64
juillet	34,30	98,57	158,70	96,81	33,73	97,91	33,50	92,83	40,50	91,34	15,10	76,90
août	32,90	98,76	194,80	96,67	33,05	98,11	29,10	94,92	35,80	93,76	10,50	85,35
septembre	53,00	98,42	209,80	96,31	40,04	97,06	10,40	97,86	17,10	96,47	3,50	95,80
octobre	110,10	93,97	241,00	93,59	59,96	95,17	33,40	89,00	45,00	85,20	6,20	83,52
novembre	349,10	69,35	1 208,50	53,95	254,85	64,67	68,20	70,46	90,20	60,93	12,60	61,17
décembre	65,50	95,33	303,00	91,26	56,10	93,85	33,90	89,14	58,00	81,44	7,60	82,27



Evolution des charges et du rendement par paramètre



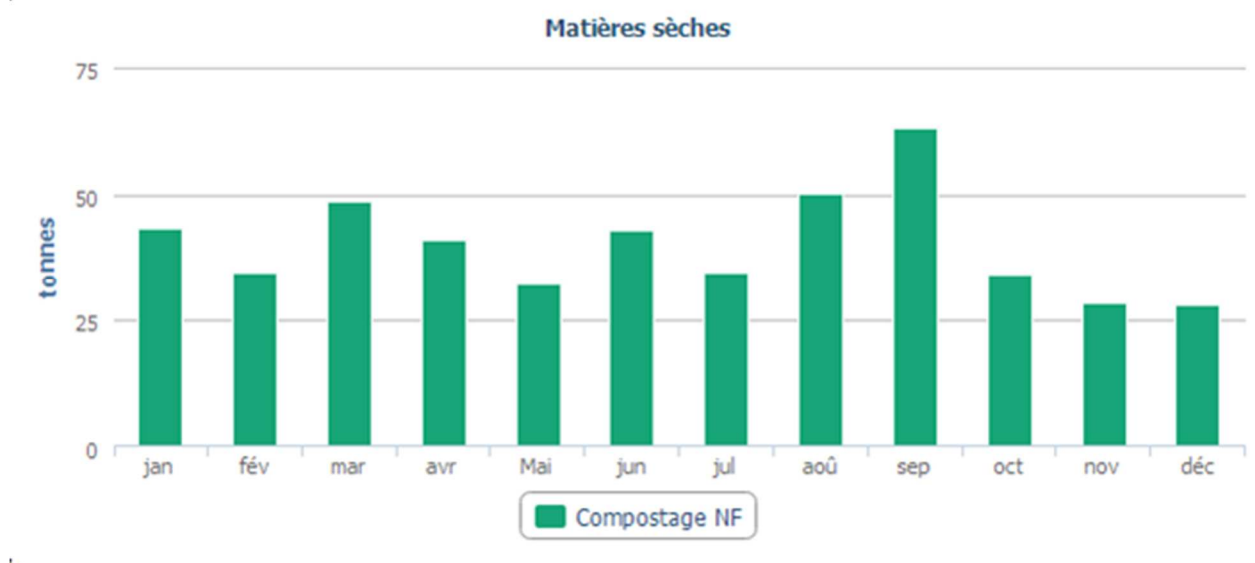




Détail des non-conformités

Dates	Bilan non conforme	Bilan réhibitoire	Paramètres concernés	Dépassement des conditions normales de fonctionnement	Commentaires
25/07/2023	Oui	Non	Température de l'Eau	Non	

Boues évacuées par mois



Station d'épuration Conchil-Le-Temple Les Templiers

La mini-station des Templiers ne possède pas de débitmètrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 15 mars (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réhibitoire
Température					
M.E.S.	256	126	50,8 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	1090	265	75,7 %	200 mg/l - 60%	400 mg (O ₂) /l
D.B.O.	650	37	94,3 %	35 mg/l - 60%	70 mg (O ₂) /l
N-NH ₄	121,0	76,0	37,2 %		
N.T.K.	139,20	85,4	38,6 %		
N-NO ₂		0,35			
N-NO ₃		0,23			
N.C.L.	139,20	85,98	38,2 %		
P total	12,00	12,00	0,0 %		
pH	7,7	7,7			

Pour mémoire, une campagne d'autosurveillance est réalisée tous les 2 ans et transmise aux autorités par fichier SANDRE.

Mini station d'Epuration de Conchil Le Temple – GARE

La mini-station de la Gare ne possède pas de débitmétrie.

Une campagne d'autocontrôle a été réalisée le 2 octobre (prélèvements ponctuels) :

	Eau brute mg/l	Eau épurée mg/l	Rdt %	normes de rejet : mg/l ou rdt	Concentration réduite
Température		12,7 °C			
M.E.S.	187	76	59,4 %	50%	85 mg/l
D.C.O.	888	235	73,5 %	200 mg/l - 60%	400 mg(O ₂) /l
D.B.O.	330	42	87,3 %	35 mg/l - 60%	70 mg(O ₂)/l
N-NH ₄	168,00	54,5	67,6 %		
N.T.K.	214,00	67,8	68,3 %		
N-NO ₂		0,660			
N-NO ₃		0,280			
N.G.L.	214,0	68,74	67,9 %		
P total	15,60	9,73	37,6 %		
Ph	7,10	7,90			

Pour mémoire, de par sa taille (117 EH < 200 EH), l'installation n'est pas soumise à autosurveillance.

6.7 Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2023 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Véolia Eau CGE Au sein de la Région Hauts de France de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau articulée autour d'une logique « gLocale » répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 59 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Véolia Eau CGE a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction Consommateurs

Veolia Eau porte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences Consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « Consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire).

Depuis l'exercice 2020, la répartition du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire), qui était jusqu'en 2019 assise sur la valeur ajoutée simplifiée, s'effectue désormais de la manière suivante :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1^{er} novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1^{er} janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « Consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m³ assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts Consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée et comptabilisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés à la fin du mois de Novembre. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité, soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1^{er} janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis l'exercice 2021 prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique..., il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux

ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- 💧 d'une part le montant cumulé à la fin de l'exercice des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- 💧 d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- 💧 d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- 💧 d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- 💧 pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- 💧 pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ces derniers comprennent, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- 💧 pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- 💧 pour les investissements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021, 3,90% pour l'année 2022 et 5,35% pour les investissements réalisés en 2023.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, pour tous les contrats ayant pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice du coût de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractés par la Collectivité, le montant de la charge inscrite dans les comptes annuels du résultat de l'exploitation est égal au total des annuités correspondantes échues au cours de l'exercice considéré.

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2023 correspond au taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises soit 25%, hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisées au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concerne les coûts des plateformes Consommateurs. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction Consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par une société mutualisée (GIE ou autre) à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées d'abord au GIE national du niveau donné puis réparties par celui-ci via leurs contrats aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée de l'exercice des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE national peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins» égale à 5% de ces achats d'eau, qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « Consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€. Ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires, ...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2023 au titre de l'exercice 2022.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Consommateurs. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels

de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale – sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- 💧 inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- 💧 inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2023 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2024.

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
 - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
 - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990*

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



Certificat

Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'à
Until

2024-11-09

Cher client, nous vous remercions de votre confiance. Ce certificat est valable à compter du 10/11/2021 et jusqu'au 09/11/2024.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Pressez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Pour le certificat électronique, consultez le site www.afnor.org. Le site internet de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org.
afnor est membre du Réseau de Certification de l'AFNOR (AFNOR Certification de l'AFNOR). Certification de l'AFNOR (AFNOR Certification de l'AFNOR).
AFNOR est une marque déposée. AFNOR est un organisme indépendant. CERTIFIED FRANCE

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 52 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 80 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 078 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au
Until

2024-11-09

Cher client, nous vous remercions de votre confiance. Ce certificat est valide pour les activités mentionnées ci-dessus.

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR
Code pour vérifier la
validité du certificat

Sur le certificat électronique, consultez les [conditions générales](#) de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, consult the [general conditions](#) of the certification of the organization.
afnor à mentionner sur le certificat à valider : AFNOR Certification, Certification de l'organisme de management, Pour les activités mentionnées ci-dessus.
AFNOR Certification, Certification of the management system, For the activities mentioned above.

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 078 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor
CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.9 Actualité réglementaire 2023

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Commande publique

Verdissement de la commande publique

La Loi industrie verte n°2023-973 a été publiée au Journal officiel le 24 octobre 2023, et contient un versant commande publique (art 25 à 30), venant renforcer la prise en compte de la RSE dans le cadre des contrats passés par les acheteurs et autorités concédantes.

Ses mesures phares sont :

- Obligation pour les acheteurs soumis au Code de la commande publique et dont le montant annuel des achats est supérieur à 50 millions d'euros hors taxes d'établir un schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)
- Création d'un cas d'exclusion facultatif des procédures de mise en concurrence à l'encontre des candidats ne satisfaisant pas à son devoir de vigilance ou à ses obligations en matière d'établissement de bilan d'émissions de gaz à effet de serre
- A compter d'août 2026, les contrats de concession et les marchés publics devront contenir des objectifs de développement durable dans leur exécution. De plus, il ne sera plus possible de recourir au critère unique du prix dans les passations de marchés publics, la dimension environnementale de l'achat devant systématiquement être retenue. Un nouveau critère obligatoire fait également son apparition dans les concessions : le critère environnemental
- A compter de 2026, le rapport annuel du concessionnaire devra détailler les mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat.
- Possibilité pour les entités adjudicatrice d'autoriser les offres variables pour les besoins supérieurs à 10 millions d'euros HT.

Modification des seuils des procédures formalisées

L'avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique (JO 6 décembre 2023) fixe les nouveaux seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et des contrats de concession conformément aux règlements délégué (UE) 2023/2495, 2023/2496, 2023/2497 et 2023/2510 de la Commission publiés au JOUE du 16 novembre 2023.

A compter du 1er janvier 2024, les seuils de procédure formalisée sont fixés à :

- 143 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales ;
- 221 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense ;
- 443 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 538 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

Application du Règlement IMPI

Dans une communication publiée au JOUE du 21 février 2023 et visant à faciliter l'application du règlement IMPI (Règlement du 23 juin 2022 concernant l'accès des opérateurs économiques, des biens et des services des pays tiers aux marchés publics et aux concessions de l'Union) par les pouvoirs adjudicateurs et les entités adjudicatrices, la Commission européenne précise les modalités d'application des mesures de l'IMPI. Une mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'un ajustement du résultat devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères d'attribution, et plus précisément lors du calcul du résultat final. Une mesure relevant de l'IMPI prenant la forme d'une exclusion devrait être appliquée au stade de l'évaluation des critères de sélection.

Services publics locaux

Résilience des territoires et services essentiels

Le règlement délégué (UE) 2023/2450 de la Commission du 25 juillet 2023 est venu compléter la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil en établissant une liste de services essentiels.

Aussi, le service de l'eau potable et le service des eaux résiduaires sont dorénavant qualifiés de services essentiels au sens de la directive UE 2022/2557. Cette directive vise à garantir que les services qui sont essentiels au maintien de fonctions sociétales ou d'activités économiques vitales sont fournis sans entrave dans le marché intérieur et que la résilience des entités critiques qui fournissent de tels services est renforcée. La transposition en droit français de la directive UE 2022/2557 surviendra au plus tard le 14 octobre 2024 et sera susceptible d'impacts potentiels (financiers et/ou organisationnels) pour votre service.

Directive générale interministérielle n°320/SGDSN/PSE/PSN du 23 janvier 2023

Dans cette directive générale l'eau potable est citée parmi les 12 activités clés nécessaires à la préservation de la vie de la Nation.

Chaque activité clé fait l'objet d'une stratégie de sécurité spécifique fondée sur ses vulnérabilités propres qui vise à maintenir la continuité de l'activité, qu'elle soit concernée par l'origine de la crise ou qu'elle affronte les conséquences à titre collatéral.

Instruction du 16 mai 2023 relative à la gestion de la sécheresse.

Afin de faire face aux sécheresses hydrologiques, un dispositif d'anticipation, de gestion et d'évaluation est mis en œuvre par l'Etat en application de l'article L. 211-3 du Code de l'Environnement. Dans la continuité de l'instruction du 27 juillet 2021, la présente instruction précise le dispositif devant être mis en œuvre dans l'organisation de la gestion de la crise et la gestion des situations de pénurie d'eau, à la suite du retour d'expérience sur la gestion de l'eau lors de la sécheresse 2022. Pour aider à la mise en œuvre opérationnelle de ce dispositif dans les territoires, un guide national est annexé à l'instruction.

Service public de l'assainissement

Réforme des redevances des agences de l'eau

Cette réforme a été adoptée dans la loi de finance de l'année 2024. Il est prévu qu'elle soit effective à compter de l'année 2025 pour l'entrée en vigueur des douzièmes programmes des agences de l'eau (2025 - 2030). Des textes d'application sont attendus courant 2024 et viendront préciser ses modalités et son calendrier d'application.

Telle qu'adoptée dans la loi de finance 2024, cette réforme supprime certaines redevances existantes : pollution non-domestique et modernisation des réseaux de collecte (usage domestique et non-domestique). De même, cette réforme acte la fin de la prime pour performance épuratoire.

Dans le même temps, ces différentes suppressions s'accompagnent de nouvelles redevances :

- une redevance pour consommation d'eau potable dont devront s'acquitter les abonnés au service ;
- deux redevances auxquelles seront assujetties directement les autorités organisatrices des services publics d'eau et d'assainissement.

Ces deux dernières redevances seront modulées au regard d'un certain nombre de critères de performance des services, à savoir pour les services d'assainissement : la conformité en équipement et en performance ainsi que l'effectivité de l'autosurveillance du système d'assainissement (réseau de collecte et stations d'épuration).

Pour la redevance assainissement, la conformité en équipement, c'est-à-dire le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral (acte administratif), sera un critère à caractère rédhibitoire. Son non-respect obèrera toute possibilité de modulation de cette nouvelle redevance.

De plus, les services, en tant qu'autorité organisatrice, disposeront de la faculté de reporter la contrepartie de ces deux redevances, assises sur la performance, qui seront appelées auprès d'eux sur une ligne spécifique de la facture des abonnés au service à travers un mécanisme de contre-valeur.

Réutilisation des Eaux Usées Traitées

Le Plan Eau présenté fin mars 2023 comporte cinq mesures visant à faciliter le recours aux eaux non-conventionnelles (ENC - incluant les eaux usées traitées, mais également les eaux de pluie, les eaux grises, les eaux d'exhaure, etc) et contribuer ainsi aux économies de prélèvement d'eau sur un territoire. Ce plan fixe pour objectif de développer 1000 projets opérationnels d'ici 2027.

Cet objectif s'est traduit dès l'automne 2023 par la publication de textes réglementaires visant à faciliter le recours aux ENC tout en les encadrant. D'autres textes, portés à la consultation publique à la fin de l'année 2023 seront publiés au cours du premier semestre 2024. Ces textes (parus et à paraître) couvrent différents périmètres en termes d'eaux non-conventionnelles et de natures d'usage (domestiques, non-domestiques, agricoles, industriels, urbains, ...).

Le décret du 29 août 2023 (JO du 30 Août 2023) vise à simplifier la procédure d'autorisation pour les usages des eaux usées traitées. Ce décret définit également les conditions pour l'utilisation, sans autorisation, des eaux de pluie pour les usages non domestiques. Outre des mesures de simplification administrative, ce décret supprime notamment la durée maximale de cinq ans auparavant fixée pour l'autorisation délivrée par le préfet pour les usages autres qu'irrigation et arrosage.

L'arrêté du 14 décembre 2023 (JO du 21 décembre 2023) encadre les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'arrosage d'espaces verts. Cet arrêté harmonise les exigences pour les espaces verts avec celles retenues pour l'irrigation agricole (voir arrêté ci-dessous) dans le cadre de l'alignement avec le règlement européen de mai 2020 relatif à la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole. Il fait évoluer le cadre national préexistant depuis 2010 pour les espaces verts, notamment via le recours à des barrières pour limiter les exigences.

L'arrêté du 18 décembre (JO du 28 décembre) fixe les conditions de production et d'utilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation des cultures. Cet arrêté reprend le cadre fixé par le règlement européen du 25 mai 2020, notamment sur les seuils de qualité exigés selon les usages, la démarche d'évaluation et de gestion des risques à mettre en place ou les barrières pour limiter les exigences.

Retour au sol des boues d'épuration

L'arrêté du 7 février 2023 (JO du 14 février 2023) abroge l'arrêté du 30 avril 2020 qui imposait l'hygiénisation des boues avant leur épandage (dans le contexte de la crise Covid). Cette abrogation fait suite à un avis du Haut Conseil de Santé Publique d'octobre 2022.

Protection et surveillance des masses d'eau

Les arrêtés du 30 janvier 2023 (JO du 9 mars 2023) relatifs, respectivement, au programme d'action national (PAN) et aux programmes d'action Régionaux (PAR) marquent le lancement du septième programme d'actions contre les nitrates. Ces deux arrêtés sont complétés par le décret 2023-241 du 31 mars 2023 (JO du 1er avril 2023). Ce décret prévoit que les programmes d'actions régionaux peuvent désormais ajouter à la liste des zones sur lesquelles des mesures de renforcement sont prévues *“des zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine mentionnées au 1° du I de l'article R. 212-4, dont la teneur en nitrates est comprise entre 40 et 50 milligrammes par litre, en tenant notamment compte de l'évolution de cette teneur au cours des dernières années”*.

L'arrêté du 20 juin 2023 (JO du 27 juin 2023) précise les modalités avec lesquelles certaines Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation devront analyser les substances per- et polyfluoroalkylées (communément nommées PFAS) dans leurs rejets aqueux. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du plan d'action ministériel PFAS présenté en janvier 2023. Les ICPE ciblées par cet arrêté sont les plus concernées par ces composés chimiques dont les STEU dites “industrielles” ou dites “mixtes” (recevant une part importante de rejets industriels en mélange d'eau usées domestiques).

Un arrêté du 28 juin 2023 (JO du 14 juillet 2023) est venu préciser les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.

L'arrêté du 9 octobre 2023 (JO du 4 novembre 2023) est venu actualiser l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. Ainsi, les règles de conformité locale des stations d'épuration (conformité dite locale de l'arrêté préfectoral) qui s'appuient sur les exigences de qualité des eaux superficielles sont susceptibles d'évoluer au cours des prochaines années.

ICPE

L'instruction du 27 janvier 2023 précise les Orientations stratégiques pluriannuelles de l'inspection des installations classées. Deux nouveaux objectifs sectoriels : une action renforcée sur l'accidentologie des déchets et une approche plus structurée sur la qualité des sols.

Cette directive annonce la suppression du dispositif des garanties financières exigées pour la mise en sécurité des installations visées à l'article R. 516-1, 5° du code de l'environnement. Cette suppression est justifiée par le coût qu'il représente pour les exploitants, ainsi que par la charge administrative qu'il occasionne pour l'inspection des installations classées.

L'arrêté du 30 juin 2023 (JO du 5 juillet 2023) précise les conditions et les modalités des mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les ICPE concernées sont celles soumises à autorisation ou enregistrement. Les mesures de restriction sont fonction du niveau de gravité de la sécheresse sur le territoire concerné. En situation de crise, une réduction des prélèvements d'eau de 25 % pourra être exigée. L'arrêté prévoit des dérogations pour certaines activités jugées essentielles (par exemple la production et la distribution de l'eau potable) ou pour les installations ayant déjà réduit significativement leurs prélèvements depuis le 1er janvier 2018.

Enfin, une instruction du 15 décembre 2023 fixe les actions nationales 2024 de l'inspection des installations classées., à savoir, la sobriété hydrique, les PFAS, les rejets de COV, les stockages d'ammonitrates, la réglementation post-Lubrizol et les trafics de DEEE. Localement, ces six objectifs seront complétés par six priorités fixées au niveau régional.

Travaux à proximité des réseaux

La décision du 25 janvier 2023 (publiée le 17 février 2023) complète le fascicule 2 du guide d'application de la réglementation anti-endommagement intitulé « guide technique des travaux » mentionné à l'article R. 554-29 du code de l'environnement de trois nouvelles annexes sous forme de fiches techniques.

L'arrêté du 29 août 2023 (JO du 16 septembre 2023) fixe, pour l'année 2023, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référence les réseaux de collecte et de transport en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Transition énergétique & environnementale

Accélération de la production d'énergies renouvelables

La loi 2023-175 du 10 mars 2023 (JO du 11 mars 2023) relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi "**APER**") a pour ambition de lever tous les obstacles au déploiement des projets d'énergies renouvelables. En effet, l'étude d'impact de ce texte législatif avait relevé l'important retard de la France, par rapport aux autres pays européens, dans le déploiement des moyens de production d'énergies renouvelables ; était notamment souligné le fait qu'il faut *"en moyenne 5 ans de procédures pour construire un parc solaire nécessitant quelques mois de travaux, 7 ans pour un parc éolien et 10 ans pour un parc éolien en mer"*).

La loi APER, qui est la première loi entièrement consacrée aux énergies renouvelables, met en oeuvre les mesures suivantes :

- Des mesures de simplification et d'accélération des procédures administratives des projets d'énergies renouvelables
- Les délais d'instruction pour les projets d'installations de production d'énergies renouvelables sont considérablement réduits. La durée maximale de la phase d'examen pour les projets situés en zone d'accélération ne pourra pas, en effet, dépasser trois mois. Mais elle pourra être portée à quatre mois sur décision motivée de l'autorité compétente.
- Un "référé" préfectoral à l'instruction des projets de développement des énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique est institutionnalisé. Il a pour mission de faciliter les démarches administratives des porteurs de projets et de coordonner les travaux des services chargés de l'instruction des autorisations.
- Une présomption de reconnaissance de la "raison impérieuse d'intérêt public majeur" (qui constitue un des trois critères pour l'octroi d'une dérogation espèces protégées) est mise en place pour les projets de production d'énergies renouvelables ou de stockage d'énergie dans le système électrique. Cette présomption sera précisée par un prochain décret en Conseil d'Etat, conformément à la décision du 9 mars 2023 du Conseil Constitutionnel portant sur la loi APER.
- Des dispositions relatives aux contentieux des autorisations environnementales sont également insérées. Le juge administratif aura l'obligation de régulariser l'autorisation environnementale en cours d'instance lorsque cela sera possible, ce qui permettra d'éviter l'annulation totale des autorisations environnementales, lorsque le vice qui affecte leur légalité peut être régularisé.
- Des mesures pour intégrer les collectivités locales au déploiement des énergies renouvelables

- Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ont pour rôle de définir les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies renouvelables. Ces zones d'accélération doivent présenter un potentiel permettant d'accélérer la production d'énergies renouvelables sur le territoire concerné et contribuer à la solidarité entre les territoires. Elles ne doivent pas être comprises dans un parc national ni une réserve naturelle.
 - Le comité régional de l'énergie intervient dans un second temps, afin de contrôler les zones d'accélération définies. Si son avis conclut que ces zones ne sont pas suffisantes pour l'atteinte des objectifs régionaux, les communes doivent identifier d'autres zones. Les communes qui transmettent les zones d'accélération définies peuvent également choisir les secteurs où est exclue l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables.
- Des mesures pour accélérer le développement du solaire photovoltaïque, de l'agrivoltaïsme et de l'éolien en mer
- L'installation de panneaux solaires près des autoroutes et des grands axes routiers, ainsi que dans les communes de montagne, est facilitée. Des dérogations à la loi Littoral sont également possibles afin de mettre en place des panneaux solaires sur les terrains en friche. Par ailleurs, les parcs de stationnement extérieurs de plus de 1500 m² ont l'obligation d'être équipés, sur au moins la moitié de leur superficie, d'ombrières photovoltaïques.
 - Un volet sur "l'agrivoltaïsme" est également créé pour permettre le déploiement des installations agrivoltaïques compatibles avec la production agricole. Un décret déterminera prochainement les conditions de déploiement et d'encadrement de l'agrivoltaïsme.
 - Une planification de l'éolien en mer est instaurée. Ainsi, le document stratégique de façade établit, pour chaque façade maritime, une cartographie des zones maritimes et terrestres prioritaires pour l'implantation d'installations d'éoliennes en mer et de leurs ouvrages de raccordement au réseau public de transport d'électricité.
- Des mesures pour le financement des énergies renouvelables
- Afin d'aider les collectivités à financer leurs projets en matière d'énergies renouvelables, un mécanisme de redistribution de la valeur générée par ces projets est mis en place. Les lauréats d'appels d'offres ou d'appels à projets en matière d'énergies renouvelables doivent ainsi participer au financement des projets en faveur de la transition énergétique, de la sauvegarde ou de la protection de la biodiversité ou de l'adaptation au changement climatique et de la protection ou la sauvegarde de la biodiversité.

Evaluation environnementale

Arrêté du 16 janvier 2023 (JO du 7 février 2023) modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Conformément à l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage d'un projet relevant d'un examen au cas par cas dans le cadre de l'évaluation environnementale doit renseigner les informations exigées dans un formulaire, adressé par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.

Le nouveau modèle du formulaire pour la demande d'examen au cas par cas de l'évaluation environnementale (enregistrée sous le numéro **CERFA 14734*04**), sa notice explicative (enregistrée sous le numéro **51656#05**) et le bordereau des pièces à joindre ont été fixés par un arrêté du 16 janvier 2023.

L'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le précédent modèle est ainsi abrogé.

Les modifications apportées par rapport à l'ancien formulaire portent notamment sur :

- l'intégration de la "clause-filet" prévue par le décret n° 2022-422 du 25 mars 2022 et la possibilité donnée au porteur de projet de saisir volontairement l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, lorsque son projet se situe en-deçà des seuils de la nomenclature ;
- la mise en oeuvre de la distinction prévue par le décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020 entre l'autorité chargée de l'examen au cas par cas et l'autorité environnementale ;
- l'obligation pour le maître d'ouvrage de tenir compte des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables, afin que la France soit en conformité avec la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE.

L'arrêté du 16 janvier 2023 précise également que le document dans lequel doivent être indiquées "*les informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire*", annexé au formulaire de demande d'examen au cas par cas, doit être joint à la demande. Une fois renseigné, celui-ci ne sera pas publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

L'ensemble de ces documents peut être obtenu auprès des autorités chargées de l'examen au cas par cas (selon les hypothèses, le ministre chargé de l'environnement, la formation d'autorité environnementale de l'IGEDD ou plus fréquemment le ou les préfets de région) et sont accessibles en ligne.

Arrêté du 16 juin 2023 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

Un arrêté du 16 juin 2023 (JO du 30 juin) fixe le modèle national de la demande d'autorisation environnementale.

Ainsi, pour la demande d'autorisation environnementale prévue à l'article L. 181-1 du code de l'environnement, et conformément à l'article D. 181-13-1 du même code, le demandeur peut utiliser le formulaire CERFA n° **15964*03** mis à disposition en ligne.

Cet arrêté abroge l'arrêté du 28 mars 2019 qui fixait le précédent formulaire à utiliser.

Décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023 (JO du 29 novembre 2023) relatif à la notification des recours en matière d'autorisations environnementales

Une obligation de notification des recours contre les autorisations environnementales a été introduite par la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable, à peine d'irrecevabilité.

Ce faisant, le législateur a souhaité appliquer, au contentieux de l'autorisation environnementale, une condition de recevabilité du recours qui existe déjà dans le contentieux de l'urbanisme. L'objectif de cette mesure est d'assurer l'information du bénéficiaire de l'autorisation environnementale mais aussi de tenter d'écarter des recours dont l'auteur n'aura pas respecté cette obligation de notification.

Les modalités de cette obligation ont dès lors été précisées par le décret n° 2023-1103 du 27 novembre 2023.

En premier lieu, cette obligation de notification concerne :

- les recours contentieux contre les autorisations environnementales et décisions afférentes prises sur le fondement des articles L. 181-9, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1 du code de l'environnement (arrêté imposant des prescriptions supplémentaires, arrêté pris suite à une modification de l'installation ou un changement d'exploitant, transfert d'autorisation) ;
- les recours contentieux contre les décisions juridictionnelles statuant sur ces mêmes décisions ;

- les recours administratifs contre ces décisions.

Pour les deux premiers types de recours, le requérant est tenu de les notifier à l'émetteur de la décision contestée et au destinataire de la décision. À défaut, le recours sera déclaré irrecevable (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En revanche, pour les recours administratifs contre ces mêmes décisions, seul le bénéficiaire doit être notifié (puisque le recours administratif est, par définition, envoyé à l'émetteur de la décision). La sanction d'une absence de notification est l'absence de prolongation du délai de recours contentieux (Article R. 181-51 du code de l'environnement).

En second lieu, sur les modalités pratiques de la réalisation de cette notification, le décret précise que :

- La notification mentionnée doit être réalisée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs suivant le dépôt du recours contentieux ou la date d'envoi du recours administratif ;
- La notification d'un recours à l'émetteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est considérée comme effectuée à la date d'envoi de la lettre recommandée avec accusé de réception, attestée par le certificat de dépôt de ladite lettre auprès des services postaux.

Les dispositions énoncées s'appliquent également à une décision refusant le retrait ou l'abrogation d'une autorisation environnementale ou des autres décisions mentionnées.

Enfin, l'obligation de notification doit être mentionnée dans le corps même de la décision relative à une autorisation environnementale, ainsi que lors de son affichage et de sa publication (articles R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement).

Lutte contre les atteintes environnementales

Décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 relatif à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales

La justice environnementale continue de se structurer. Après la mise en place, par la loi du 24 décembre 2020, de "Pôles régionaux spécialisés en matière d'atteintes à l'environnement" (**PRE**), le décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023 (JO du 15 septembre 2023) créé, dans chaque département, deux nouveaux organes administratifs : une "mission inter-service de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité opérationnel de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**).

Ainsi, la MISEN est placée sous la présidence du préfet de département et détermine les priorités en matière de police de l'eau, des milieux aquatiques et de la nature et organise l'action des services et établissements publics en conséquence. Elle dispose de missions diverses telles que la coordination et l'évaluation des politiques de l'eau et de la nature en fonction des enjeux locaux, ainsi que l'établissement des plans/schémas/programmes nécessaires à la mise en œuvre des politiques de l'eau et de la nature.

La MISEN est composée de représentants des services déconcentrés et des établissements publics de l'État compétents dans les domaines de l'eau et de la nature. Le ou les procureurs de la République territorialement compétents sont associés aux travaux de cette mission inter-services, notamment à l'élaboration du projet de plan de contrôle inter-services annuel pour l'eau et la nature. En tant que de besoin, tout service ou structure dont les compétences sont utiles est également associé aux travaux de la mission inter-services.

Le COLDEN est quant à lui présidé par le ou les procureurs de la République territorialement compétents et a pour mission de veiller aux échanges d'informations concernant les atteintes à l'environnement entre les autorités et services concernés, d'exploiter ces informations afin que le ou les procureurs de la République puissent apprécier l'opportunité de diligenter une enquête pénale.

Le COLDEN a également pour mission de coordonner l'action judiciaire avec l'action administrative, ainsi que les réponses pénales et administratives qui ont vocation à être apportées aux atteintes à l'environnement constatées sur le ressort. Il est par ailleurs compétent pour les infractions prévues par le code de l'environnement ainsi que pour celles qui, bien qu'elles ne soient pas prévues par ce code, présentent un lien avec la protection de l'environnement.

Le COLDEN est composé notamment du préfet de département ou de son représentant, des représentants des services de l'Etat, des établissements publics de l'Etat compétents en matière de lutte contre les atteintes à l'environnement et des services de police judiciaire concernés par les procédures.

Enfin, les membres permanents de la MISEN et ceux du COLDEN se réunissent conjointement tous les ans sous la présidence conjointe du préfet de département et du ou des procureurs de la République territorialement compétents.

Instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023 relative à la coordination en matière de politique de l'eau et de la nature et de lutte contre les atteintes environnementales.

Dans le prolongement du décret n° 2023-876 du 13 septembre 2023, qui institutionnalise dans chaque département une "mission inter-services de l'eau et de la nature" (**MISEN**) et un "comité de lutte contre la délinquance environnementale" (**COLDEN**), une instruction ministérielle du 16 septembre 2023 (publiée le 2 octobre 2023) vient préciser les conditions de mise en oeuvre de ces deux instances.

Ainsi, l'instruction décrit, dans une première partie, le périmètre d'intervention de la MISEN.

Il est souligné que la MISEN assure "la lisibilité, la cohérence et l'efficacité des actions administratives de l'Etat dans les domaines de la gestion de l'eau, des milieux aquatiques, de la biodiversité et la protection des espaces naturels". Cette instance doit permettre "une approche globale des questions liées à l'ensemble des politiques relatives à l'eau et à la nature en coordonnant l'action des services déconcentrés et des établissements publics de l'Etat concernés".

Les différentes missions de la MISEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont explicitées par l'instruction, qui indique notamment les actions devant être mises en oeuvre pour pouvoir les remplir. L'instruction précise également la composition de cette instance (les membres permanents, associés et experts) et fixe son organisation interne (secrétariat, comités, groupes de travail spécifiques...).

Dans une seconde partie, l'instruction décrit le périmètre d'intervention du COLDEN.

Il est souligné que cette instance a vocation à "mettre en place des stratégies mobilisant l'ensemble des leviers d'action administratif et judiciaires et à permettre la mise en oeuvre de sanctions tant administratives que pénales". Les missions du COLDEN, telles qu'énoncées par le décret du 13 septembre 2023, sont développées de manière très détaillée. L'instruction précise également la composition de cette instance et fixe son organisation interne.

Enfin, dans une troisième partie, l'instruction définit les objectifs, composition et organisation de la réunion annuelle des membres permanents de la MISEN et du COLDEN, lors de laquelle est assurée l'articulation des missions de ces deux instances.

Circulaire de politique pénale du 9 octobre 2023 en matière de justice pénale environnementale

La circulaire de politique pénale en date du 9 octobre 2023 (publiée le 10 octobre 2023) précise les moyens mis en oeuvre en vue de permettre le développement du contentieux pénal environnemental. Elle rappelle le caractère technique et hétérogène de ce contentieux, qui nécessite une réponse pénale adaptée à ces spécificités.

Cette circulaire affiche dès lors un triple objectif :

- Renforcer la coordination de l'action administrative et judiciaire à travers le déploiement des comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (COLDEN)

La circulaire s'inscrit dans le prolongement, d'une part, du décret n°2023-876 du 13 septembre 2023 institutionnalisant les Comités opérationnels de lutte contre la délinquance environnementale (**COLDEN**) et, d'autre part, de l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2023, qui détaille le fonctionnement des COLDEN, aux côtés de celui des missions inter-services de l'eau et de la nature (**MISEN**).

En effet, la circulaire complète ce dispositif en donnant aux COLDEN les missions suivantes:

- assurer une coordination effective entre les autorités administratives et judiciaires (ce qui faisait jusqu'à présent défaut);
- recenser les problématiques environnementales propres à un territoire et définir les réponses à y apporter, en orientant, en accompagnant et en structurant l'action des services d'enquête.

La circulaire souligne également que la coordination passera par le fait, pour les services enquêteurs, d'informer à la fois le parquet dont ils dépendent et le parquet du Pôle Régional Environnemental (**PRE**) compétent.

- Renforcer l'efficacité des enquêtes judiciaires traitant des atteintes à l'environnement

La circulaire insiste sur la nécessité d'identifier rapidement les services d'enquêtes les plus compétents et de disposer d'un cadre juridique plus efficient pour mener les investigations. Elle propose ainsi les mesures suivantes :

- développer le recours à la cosaisine, qui permettra aux services d'enquête de police ou de gendarmerie, pour les contentieux environnementaux pointus, d'intervenir avec des fonctionnaires et agents habilités des administrations spécialisés disposant d'une expertise environnementale ;
- relever, dès que possible, l'existence de circonstances aggravantes de bande organisée afin de renforcer les sanctions mais également de mobiliser des techniques spéciales d'enquête plus efficaces (surveillance, infiltration, sonorisation, interception de correspondances...) ;
- poursuivre les actions de formation des magistrats ainsi que des fonctionnaires et agents des administrations spécialisées.

- Mise en œuvre d'une réponse pénale ferme et adaptée en matière environnementale

La circulaire préconise de :

- accroître le recours à la convention judiciaire d'intérêt public environnementales (CJIPE), créée par la loi n° 2020-1672 du 24 décembre 2020, chaque fois que cela s'avère opportun;
- imposer de manière systématique la remise en état de l'environnement, l'objectif de cette remise en état (que ce soit en réparation ou compensation) étant l'absence de perte nette de biodiversité ;
- fixer une amende pénale, proportionnée et dissuasive, qui doit être envisagée comme une sanction autonome ;
- privilégier une réponse pénale pédagogique (via des stages de citoyenneté à contenu spécialisé ou du travail d'intérêt général à vocation écologique) pour les infractions de basse intensité n'ayant pas entraîné de dommages environnementaux graves et irréversibles.
- relever de manière systématique les infractions de faux et d'usage de faux lorsqu'elles sont constituées, ce qui est fréquemment le cas, notamment dans l'hypothèse de trafic de déchets ou de trafic d'espèces animales protégées.

6.10 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 45001:

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de

6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Ressourcer le monde

Veolia

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

www.veolia.com